

ment, c'est insuffisant. Or, sur ce million et demi de francs suisses, la Suisse compte à elle seule pour 300 000 francs. On voit ce qui reste à faire pour les autres, y compris les grands pays du Conseil de l'Europe dont les fidélités à leurs budgets nationaux sont telles que nous n'obtiendrons que difficilement des augmentations. Nous, Suisses, ne désirons pas avoir à apporter des prestations financières spéciales pour telle ou telle action. Nous prétendons que c'est le budget général du Conseil de l'Europe qui doit être augmenté; telle est la position que nous essayons de défendre. Nous partageons l'opinion que le Conseil de l'Europe, par ses structures, son expérience, sa dimension parlementaire, devrait et doit avoir un rôle important. Le Comité des ministres à Lisbonne, et le 10 mai dernier à Strasbourg, a conclu en ce qui concerne le sommet de la CSCE qui doit se tenir avant la fin de cette année, qu'il était nécessaire de mentionner le rôle du Conseil de l'Europe dans la mise en oeuvre sur le plan institutionnel des engagements et objectifs fixés dans le cadre de la troisième corbeille de la CSCE. C'est là que nous reprenons aussi plusieurs de vos interventions.

Le Conseil fédéral n'a pas du tout l'intention d'imaginer une CSCE institutionnalisée, une nouvelle organisation qui serait de toute manière amputée elle aussi du pilier parlementaire. Les effets de la CSCE doivent se traduire par des actions qui devraient être contrôlées par le Conseil de l'Europe. C'est au Conseil de l'Europe que l'on devrait pouvoir confier tout le rôle d'exécution et d'application des décisions, de la CSCE – pas dans tous les domaines, bien sûr, mais en particulier dans le domaine de la dimension humaine, des droits de l'homme et de la culture. C'est le point de vue que nous défendons à Strasbourg, c'est le point de vue que la délégation parlementaire a également adopté.

Restent alors les problèmes de l'extension du Conseil de l'Europe et du lien qu'il pourrait avoir avec la CSCE. Le Conseil fédéral partage également le point de vue de la Délégation parlementaire selon lequel il faudra trouver des solutions *sui generis* pour pouvoir associer au Conseil de l'Europe les Etats-Unis et le Canada d'une part et l'Union soviétique d'autre part. Il serait tout de même un peu exagéré d'imaginer que ces grands Etats pourraient sans autre faire partie du Conseil de l'Europe. D'ailleurs deux Etats parmi ceux-ci ne sont pas sur territoire européen, ce qui pourrait singulièrement compliquer les choses. Les solutions à caractère *sui generis* devraient pouvoir être trouvées.

Je ne prendrai pas toutes les questions qui ont été posées. Je crois avoir répondu à la question posée plus spécialement par M. Columberg concernant la CSCE et le Conseil de l'Europe. Quant au fédéralisme, le Conseil de l'Europe n'est pas une forme d'organisation visant à unir les Etats dans une solution supranationale. C'est une organisation dans laquelle chaque Etat est représenté totalement, souverainement, et peut s'exprimer, sans pour autant adhérer à une forme de confédération ou de fédération. Le Conseil de l'Europe n'est pas une organisation destinée à diriger un Etat supranational; ce sont des rencontres entre plusieurs Etats. Il est certain cependant qu'à travers les expériences qui ont été faites au Conseil de l'Europe, à travers les questions qui sont posées pour l'unification de l'Europe, indépendamment des problèmes de relations entre la Suisse, l'AELE et la Communauté se pose la question de l'architecture de l'Europe. Il ne fait pas de doute que cette architecture sera confédérale ou fédérale d'abord ou qu'elle ne le sera pas. Il n'a jamais été imaginé dans aucun esprit, même le plus centralisateur que je connaisse dans certains pays, que la future Europe élargie puisse être une Europe centralisée. Elle sera nécessairement une confédération d'abord, avec des structures extrêmement libres et elle pourrait ensuite évoluer vers un Etat fédéral.

C'est probablement la voie qui sera suivie mais c'est une voie qui prendra des années et ce n'est pas nécessairement demain, ni même l'année prochaine que nous parlerons de cette solution. Il s'agit d'abord de permettre aux différents Etats qui composent notre continent de se connaître et de collaborer, d'échanger et de trouver des structures très souples pour leur permettre de se rencontrer. C'est ensuite seulement que l'on ira vers une Europe avec des structures plus fermes, plus

unies mais qui ne seront jamais sans doute autre chose qu'une fédération ou un Etat fédéral, mais non un Etat centralisé. Il serait pratiquement impossible à gouverner d'ailleurs.

Telles sont les grandes lignes des principes que nous relevons et que nous défendons. Il est certain que l'expérience de notre pays en matière de fédéralisme est utile: elle est reconnue et beaucoup de pays nous demandent de leur apporter une partie de cette expérience, de leur en parler, de la mettre à leur service. Nous le ferons très volontiers, convaincus que nous sommes qu'avec vous nous pouvons partager ce qu'il y a de plus intéressant aujourd'hui dans le monde, la coopération, mais aussi les expériences accumulées par tous les pays démocratiques au service de la démocratie générale en Europe.

Le président: Le Conseil fédéral ainsi que la commission vous demandent de prendre acte du rapport concernant les activités de la Suisse au Conseil de l'Europe en 1989.

Zustimmung – Adhésion

An den Ständerat — Au Conseil des Etats

90.013

Parlamentarierdelegation beim Europarat. Bericht Délégation parlementaire auprès du Conseil de l'Europe. Rapport

*Antrag der Kommission
Kenntnisnahme vom Bericht
Proposition de la commission
Prendre acte du rapport*

Frau Morf unterbreitet im Namen der Schweizer Parlamentarierdelegation beim Europarat den folgenden schriftlichen Bericht (texte français voir *Bulletin officiel du Conseil des Etats*, session d'été 1990):

Bericht über die 41. ordentliche Session der Parlamentarischen Versammlung des Europarates

1. Einleitung

Die Schweizer Parlamentarierdelegation beim Europarat berichtet im folgenden über ihre Tätigkeit während der 41. ordentlichen Session der Parlamentarischen Versammlung des Europarates, die in drei Teilsessionen zwischen Mai 1989 und Februar 1990 in Strassburg tagte. Die Sommersession fand wegen des Besuches des sowjetischen Staats- und Parteichefs, Michail Gorbatschow, ausnahmsweise in Strassburg statt.

Die Schweizer Delegation setzte sich wie folgt zusammen:

Nationalrat

Caccia, Columberg, Morf (Präsidentin), Müller-Aargau, Petitpierre, Pini, Ruffy, Sager

Ständerat

Flückiger (Vizepräsident), Huber, Miville, Seiler

Spezielle Funktionen der Delegationsmitglieder

Zu Beginn der Frühjahrs-session 1989 wurden:

– Nationalrat Sager als Präsident der Kommission für die Beziehungen zu den europäischen Nichtmitgliedstaaten wiedergewählt;

– Nationalrat Pini als erster Vizepräsident der Kommission für Sozial-, Gesundheits- und Familienfragen sowie als Präsident des Unterausschusses für Beschäftigungsfragen derselben Kommission wiedergewählt;

– Nationalrätin Morf als Präsidentin des Unterausschusses «Medien» der Kommission für Kultur- und Erziehung wiedergewählt.

– Ständerat Flückiger als Vizepräsident des Unterausschusses für die Beziehungen mit internationalen Organisationen der Kommission für Wirtschafts- und Entwicklungsfragen gewählt.

Die Nationalräte Ruffy und Sager sowie Ständerat Flückiger amtierten während der Berichtszeit als Kommissionsberichterstatler. Nationalrat Columberg gehörte der Delegation der Parlamentarischen Versammlung an, die im Dezember 1989 die chilenischen Wahlen beobachtet hatte. Nationalrat Petitpierre wurde zum Vizepräsidenten der liberalen Fraktion der Parlamentarischen Versammlung gewählt.

2. Der Europarat und die Entwicklungen in Mittel- und Osteuropa

«Der Europarat ist im Grunde genommen eine geopolitische Organisation, welche zum ersten Mal in seiner Geschichte alle europäischen Demokratien vereint. Aus dieser Tatsache kann das grosse Interesse der anderen Hälfte Europas und der Welt gegenüber dem Europarat abgeleitet werden. Sind sich die politisch Verantwortlichen dieser geopolitischen Dimension bewusst, und besteht der Wille, davon im europäischen und weltweiten Rahmen Gebrauch zu machen?»

Diese Worte richtete Generalsekretär Oreja im November 1988 als Teil seiner Überlegungen über «Die Zukunft des Europarates am Vorabend des 40. Jahrestages seiner Gründung» an das Ministerkomitee des Europarates. Wir zitierten sie schon in unserem letztjährigen Delegationsbericht, mussten aber die Antwort auf seine Frage nach der Wahrnehmung der geopolitischen Dimension des Europarates durch die politisch Verantwortlichen noch schuldig bleiben, weil damals die Auswirkungen der Ereignisse in der «anderen Hälfte Europas» noch nicht mit Gewissheit beurteilt werden konnten. Man kann das auch heute noch nicht, doch sind in der Zwischenzeit im Zusammenhang mit dem Europarat folgende Ereignisse eingetreten, die eine erste Antwort auf die Frage von Generalsekretär Oreja ermöglichen:

- die Schaffung eines Sondergästestatus bei der Parlamentarischen Versammlung für Delegationen aus reformwilligen mittel- und osteuropäischen Ländern im Mai 1989;
- die Rede des sowjetischen Staats- und Parteichefs, Michail Gorbatschow, vor der Parlamentarischen Versammlung, in welcher er seine Ideen über den Aufbau eines «gemeinsamen europäischen Hauses» vortrug;
- das Beitrittsgesuch Ungarns vom November 1989;
- das Beitrittsgesuch Polens vom Januar 1990;
- das Beitrittsgesuch Jugoslawiens vom Februar 1990;
- das Beitrittsgesuch Rumäniens vom März 1990;
- Ankündigung im März 1990 durch den Aussenminister der Tschechoslowakei, dass sein Land bald einen formellen Beitrittsantrag stellen werde;
- Anträge von Seiten Bulgariens, der Tschechoslowakei und der DDR betreffend Gewährung des Sondergästestatus.

Die Parlamentarische Versammlung hat in diesen Entwicklungen eine Schlüsselrolle gespielt und insbesondere mit der Schaffung des Sondergästestatus eine Pionierleistung erbracht. Nachdem Gorbatschow mit seinen Reformbemühungen neue Perspektiven für die Ost-West-Beziehungen und für die Beziehungen zwischen der Sowjetunion und ihren europäischen Verbündeten eröffnet hatte, begann sich die von Nationalrat Sager präsidierte Kommission für die Beziehungen zu den europäischen Nichtmitgliedstaaten schon relativ früh zu überlegen, welchen Beitrag der Europarat zur demokratischen Gestaltung der mittel- und osteuropäischen Länder leisten könne. Dabei war man sich von Anfang an bewusst, dass die Europäischen Gemeinschaften den östlichen Nachbarn keine angemessenen politischen Lösungen für ihre Probleme anbieten können. Die im Vergleich mit der Europäischen Gemeinschaft bisher immer hervorgehobene vermeintliche Hauptschwäche des Europarates – sein nicht supranationaler Charakter – entpuppte sich in diesem Zusammenhang auf einmal als sein stärkster Trumpf und machte ihn für seine östlichen Nachbarn besonders attraktiv. Die Kommission Sager

entwickelte ein Szenario der schrittweisen Entwicklung der Beziehungen, die bis zu einem Beitritt führen können. Dem Sondergästestatus, von dem heute schon die Sowjetunion, Polen, Ungarn und Jugoslawien profitieren, kommt in diesem Szenario eine wichtige, zentrale Rolle zu. Dank dieser rechtzeitig ergriffenen Initiative wurde der Europarat nicht von den Ereignissen überrollt und kann seine neue Verantwortung gegenüber den Ländern in der «anderen Hälfte Europas» wahrnehmen. Diese spezielle Rolle und Verantwortung des Europarates wurde auch von den Spitzen des Europäischen Parlaments anlässlich einer Begegnung mit ihren Kollegen von der Parlamentarischen Versammlung des Europarates in Paris am 1. Dezember 1989 anerkannt.

Die Frage von Generalsekretär Oreja kann heute wie folgt beantwortet werden: Beide Organe des Europarates (Parlamentarische Versammlung und Ministerkomitee) haben sich für eine Öffnung gegenüber den Ländern Mittel- und Osteuropas ausgesprochen, wobei die Versammlung hier – durch Taten – eindeutig die Führungsrolle übernommen hat. Sie ist bereit, diese Rolle weiterhin zu spielen. Die unerwartet schnellen Entwicklungen in der DDR, der Tschechoslowakei, Bulgarien – und heute auch in Rumänien – veranlassten die Kommission für die Beziehungen zu den europäischen Nichtmitgliedstaaten zu einer Prüfung der Frage der Opportunität der Aktivierung einer dem Sondergästestatus folgenden Stufe der Assoziierung, die gemäss Artikel 5 des Europaratsstatuts möglich ist. Da die Assoziierung im Vergleich zum Sondergästestatus keine zusätzlichen Rechte bringen würde, wäre die Ausstattung des Assoziierungsstatus mit zusätzlichen Rechten zu prüfen. Die Kommission liess sich bei ihrem Vorschlag von folgenden Überlegungen leiten:

- Für die Anpassung der Gesetzgebung eines mittel- und osteuropäischen Landes an die minimalen Anforderungen des Europarates sind einige Jahre erforderlich.
- Während der Uebergangszeit kann beobachtet werden, ob und wie der formell eingeräumte Freiheitsraum materiell besetzt wird, ob unvermeidliche Rückschläge nicht sogar eine Umkehr bewirken.
- Mit der Assoziierung als weiterer Zwischenstufe nach der Einräumung des Sondergästestatus würde der Europarat eine eskalierende Honorierung der Reformschritte vornehmen und damit die Reformträger wirkungsvoll unterstützen, ohne seine «Munition» mit der raschen Aufnahme als Mitglied auf einmal einzusetzen.
- Die Assoziierung könnte eine langsame, psychologisch wichtige, gegenseitige Angewöhnung sichern.
- Mit dem Ausbau und der Anpassung des Assoziationsstatus würde der Europarat angesichts einer überraschend schnellen Entwicklung weiterhin in der Lage sein, in angemessener und wirkungsvoller Weise zu reagieren.

Zu den Vorschlägen der Kommission gehört auch die Idee der Öffnung der Europäischen Menschenrechtskonvention für Nichtmitgliedstaaten.

Konnte die Parlamentarische Versammlung die Idee des Sondergästestatus noch in eigener Regie in die Tat umsetzen, ist sie bei der Verwirklichung dieser neuen Ideen auf die Zustimmung des Ministerkomitees angewiesen. Hier wird sich jetzt erweisen, wie weit das Ministerkomitee tatsächlich die geopolitische Dimension des Europarates erkannt hat und gewillt ist, ihm jenes Instrumentarium in die Hände zu geben, welches es ihm ermöglichen wird, auch in Zukunft die Entwicklungen in der «anderen Hälfte Europas» massgeblich beeinflussen zu können.

3. Die Feierlichkeiten aus Anlass des 40. Jahrestages der Gründung des Europarates

Am 5. Mai 1989 feierte der Europarat den vierzigsten Jahrestag seiner Gründung. Am gleichen Tag wurde Finnland als 23. Mitglied aufgenommen und die neue «Europäische Konvention über das grenzüberschreitende Fernsehen» von zehn Ländern (darunter auch der Schweiz) unterzeichnet. Das Ministerkomitee verabschiedete aus Anlass des vierzigjährigen Jubiläums eine wegweisende politische Erklärung über die künftige Rolle des Europarates beim Aufbau unseres Kontinents.

4. Frühjahrssession 1989 (8. bis 12. Mai)

Die wichtigsten Traktanden der Frühjahrssession 1989 waren:
A. Die Schaffung eines Sondergästestatus bei der Parlamentarischen Versammlung

B. Die Rolle des Europarates beim Aufbau unseres Kontinents
C. Flüchtlingsfragen

D. Zwanzig Jahre europäische Raumplanung

E. Die Verleihung des Menschenrechtspreises des Europarates an Lech Walesa und an die Internationale Helsinki Föderation für Menschenrechte

A. Die Schaffung eines Sondergästestatus bei der Parlamentarischen Versammlung

Wir haben auf die Hintergründe hingewiesen, die zur Schaffung eines Sondergästestatus bei der Parlamentarischen Versammlung geführt haben. In den Genuss dieses Sondergästestatus kommen die Vertreter der gesetzgebenden Versammlungen jener mittel- und osteuropäischen Länder, die die KSZE- und Uno-Menschenrechtsvereinbarungen einhalten und anwenden. Die eingeladenen parlamentarischen Delegationen aus diesen Ländern müssen auch die unterschiedlichen Meinungsrichtungen ihrer Versammlungen widerspiegeln. Der Sondergästestatus ermöglicht die Teilnahme an den Plenarsitzungen der Versammlung ohne Stimmrecht. Den ständigen Kommissionen der Versammlung steht es darüber hinaus frei, jeweils spezielle Einladungen für ihre Sitzungen auszusprechen. Die Akkreditierung der Sondergästedelegationen erfolgt zu Beginn des Europaratsjahres im Frühjahr und wird von den Fortschritten im Menschenrechtsbereich abhängig gemacht. Bei schwerwiegenden Mängeln oder Vorkommnissen kann der Sondergästestatus entzogen werden. Damit verfügt die Parlamentarische Versammlung über eine genügende Sicherung. Auch die Delegationen der Mitgliedstaaten müssen übrigens jedes Jahr ihre parlamentarischen Delegationen neu akkreditieren lassen.

Die Vorlage fand im Plenum breite Zustimmung. Es fehlte aber auch nicht an Stimmen, die vor einer allzu leichtfertigen Vergabe des Sondergästestatus warnten. Nationalrat Sager wies auf die historische Bedeutung des zu fällenden Beschlusses hin. Mit diesem ersten Schritt überbrücke man zwar den Graben zwischen Ost- und Westeuropa noch nicht, leite aber den Prozess der Annäherung tatsächlich ein. Jede Etappe würde Fortschritte im Sinne einer Vertiefung der Demokratie, einer Stärkung der Rechtsstaatlichkeit und einer grösseren Achtung der Menschenrechte bringen.

Nationalrat Pini beglückwünschte den Europarat dazu, einmal nicht hinter den Ereignissen hergehinkt zu sein. Der Europarat habe für einmal die Ereignisse antizipiert und die nötigen Schritte unternommen, um ihnen in angemessener Weise begegnen zu können. Der Europarat müsse dieses Instrument weise und unter Berücksichtigung seiner Grundsätze einsetzen.

B. Die Rolle des Europarates beim Aufbau Europas

Die Debatte über die Rolle des Europarates beim Aufbau Europas stellte in einem gewissen Sinne die parlamentarische Antwort auf die oben erwähnte Erklärung des Ministerkomitees vom 5. Mai 1989 dar. Sie fand vor dem Hintergrund der bevorstehenden Errichtung des EG-Binnenmarktes und der Entwicklungen in Mittel- und Osteuropa statt. Generalsekretär Oreja unterschied in seinem einleitenden Votum unmissverständlich zwischen der wirtschaftlichen Einigung Europas durch die Europäischen Gemeinschaften und dem umfassenden Europa der Demokratie, der Menschenrechte, der kulturellen Vielfalt und der Lösung der gesellschaftlichen Probleme im Sinne der menschlichen Würde und Freiheit. Diese menschliche Dimension sei seit vierzig Jahren Angelpunkt der Tätigkeit des Europarates und werde es auch in Zukunft sein. Ständerat Flückiger rief die Versammlung auf, dem drohenden europäischen Zentralismus durch die Ausarbeitung eines europäischen Konföderationsmodells zuvorzukommen. Er meinte auch, dass die wirtschaftlichen Fragen nicht einfach nur den Europäischen Gemeinschaften überlassen werden sollten.

Nationalrat Sager regte die Einführung des Mehrheitsprinzips bei der Verabschiedung neuer Europaratskonventionen im Ministerkomitee an, weil beim geltenden Einstimmigkeitsprinzip ein einziges Mitgliedland ein blockierendes Veto einlegen könne. Er sprach sich auch für die Einführung einer Budgetkompetenz für die Parlamentarische Versammlung aus. Er begrüßte die Öffnung des Europarates gegenüber seinen östlichen Nachbarn. Bei der Bereitschaft zur Zusammenarbeit mit den reformwilligen mittel- und osteuropäischen Ländern gehe es weder darum, unsere Forderungen nach Rechtsstaatlichkeit, nach parlamentarischer Demokratie und nach Einhaltung der Menschenrechte auch nur teilweise zu opfern, noch gehe es darum, eine aggressive Haltung einzunehmen. Er ermahnte seine Kollegen, den bald eintreffenden «Sondergästen» als Menschen zu begegnen und stets im Auge zu behalten, dass Reformprozesse lange Zeit in Anspruch nehmen.

Nationalrat Pini äusserte sich im Namen der Kommission für Sozial-, Gesundheits- und Familienfragen und rief die verschiedenen Vorlagen dieses Ausschusses in Erinnerung. Es handle sich hier um eine noch nicht vollendete Arbeit, wo noch ein weiter und schwieriger Weg zurückzulegen sei. Er bedauerte, dass es der Versammlung, die nur über einen konsultativen Status verfüge, nicht möglich sei, gegenüber den Mitgliedstaaten mit verbindlicher Autorität aufzutreten.

C. Flüchtlingsfragen

Der Hochkommissar der Vereinten Nationen für Flüchtlinge, Jean-Pierre Hocké, gab in seinem Exposé seiner Besorgnis über die zunehmende Verhärtung der Politik der Mitgliedstaaten des Europarates gegenüber Asylsuchenden sowie über das Fehlen einer europäischen Asylpolitik Ausdruck. Eine europäische Asylpolitik dürfe aber nicht zu einem rückschrittlichen Kompromiss führen, sondern müsse liberale Züge tragen. Wichtig sei eine rasche und gut begründete Antwort auf jedes Asylgesuch und im Fall eines ablehnenden Bescheides ein klares, unkompliziertes Rekursverfahren. Hocké betonte insbesondere die Notwendigkeit der Beachtung des Grundsatzes, niemanden durch vorschnelle Zwangsrückschaffung zu gefährden. Die Parlamentarische Versammlung äusserte sich auch besorgt über die restriktiver gewordene Flüchtlingspolitik in den Europaratsländern und forderte – nicht zum ersten Mal – eine unter den 23 harmonisierte Flüchtlingspolitik. Nationalrat Pini erinnerte an seine früheren Interventionen zugunsten der Schaffung eines ständigen Organs zur Koordination und Harmonisierung der Flüchtlingspolitik der Europaratsländer, welche leider alle ohne Resonanz geblieben seien. Der Versammlung lag auch ein Bericht betreffend die Aufnahme und Ansiedlung deutschstämmiger Flüchtlinge und Aussiedler aus mittel- und osteuropäischen Ländern in der Bundesrepublik Deutschland vor. Der Bericht informiert darüber, wie ausreisewillige Menschen in den verschiedenen Ländern Mittel- und Osteuropas behandelt werden und wie die Bundesrepublik Deutschland, welche die grösste Anzahl von Flüchtlingen und Aussiedlern aus diesen Ländern aufgenommen hat, die damit zusammenhängenden Probleme löst. Der Bericht wurde zu einem Zeitpunkt redigiert, als es in den meisten mittel- und osteuropäischen Ländern noch täglich zu Verletzungen der Rechte der Minderheiten kam und ausreisewillige Menschen festgenommen wurden. Die Versammlung empfahl deshalb dem Ministerkomitee, die betroffenen Regierungen aufzufordern, den in ihren Hoheitsgebieten ansässigen Minderheiten solche Lebensbedingungen zu garantieren, damit sie nicht mehr in der Emigration den einzigen Ausweg aus ihrer Lage sehen.

Nationalrat Sager stellte fest, dass die Versammlung wiederum zwei Empfehlungen zuhanden des Ministerkomitees zu wichtigen Themen verabschiedet habe, die, so sei zu befürchten, wieder einmal mehr ohne Echo bleiben würden. Er erinnerte an die Möglichkeit von Vorstössen in den nationalen Parlamenten, um die Regierungen – wenn nötig – zusätzlich unter Druck zu setzen. In der Möglichkeit solcher Vorstösse liege eine der Stärken des Europarates, von welcher mehr Gebrauch gemacht werden solle.

D. Zwanzig Jahre europäische Raumplanung

Der Versammlung lag ein Bilanzbericht über «Zwanzig Jahre Raumordnung in Europa» vor. Trotz vieler konkreter Ergebnisse der europäischen Zusammenarbeit in diesem Bereich bleibe noch sehr vieles zu tun, meinte der Berichterstatter. Insbesondere könnten die Raumplanungsprobleme nicht mehr «von oben» geregelt werden. Man müsse dezentralisierte Lösungen suchen, die den örtlichen Verhältnissen und den Erfordernissen einer Bürgerbeteiligung besser entsprächen, wobei Planung, Bewirtschaftung und Schutz eine Pyramide bilden müssten, die von der Basis nach oben eine lokale, eine regionale und eine staatliche Ebene aufweise und deren Spitze die europäische Zusammenarbeit bilde. So könne die Raumplanung einen neuen Stellenwert erhalten und zu einem zentralen Anliegen des Europas von morgen werden.

Eine rationelle Bodennutzung setze die Anwendung verschiedener Massnahmen und eine Definition der Normen voraus, sagte Nationalrat Ruffy. Gegenwärtig fehle es insbesondere an einer Definition der Normen. Er begrüßte die Idee der Bildung eines europäischen Netzes von Beobachtungsstationen im Bodennutzungsbereich, doch sei das bestehende Netz – abgesehen von einigen Ausnahmen – noch sehr dürrig. In einer solchen Lage sei die Auflösung der Arbeitsgruppe «Kartographie, Statistik, Terminologie» der europäischen Konferenz der für die Raumplanung zuständigen Minister sehr bedauerlich.

Er gab auch seinem Erstaunen darüber Ausdruck, dass offenbar Raumplanungsfragen im Rahmen des Arbeitsprogrammes des Europarates nur noch untergeordnete Priorität genössen. Es sei sehr wichtig für Länder wie die Schweiz – und andere Länder in einer ähnlichen Lage –, über die Plattform des Europarates verfügen zu können, um darlegen zu können, dass unsere Regionalpolitik unvereinbar sei mit der Verkehrspolitik, die uns die Länder Nord- und Südeuropas in zunehmendem Masse aufzwingen wollten. Die Bevölkerung im Herzen der Schweiz akzeptiere diese Druckausübung nicht mehr.

E. Die Verleihung des Menschenrechtspreises des Europarates an Lech Walesa und an die Internationale Helsinki Föderation für Menschenrechte

Lech Walesa und der Vertreter der Internationalen Helsinki Föderation für Menschenrechte durften den alle drei Jahre vom Europarat vergebenen Menschenrechtspreis entgegennehmen.

Der polnische Gewerkschaftsführer nahm den Preis im Namen all jener Menschen entgegen, die dazu beigetragen hätten, dass seine Gewerkschaft für Recht und Freiheit habe kämpfen können. Diese Menschen seien nicht nur für ihre eigenen Rechte eingestanden, sondern für ein Leben ohne Lüge, für eine gerechte Justiz, für Meinungs- und Glaubensfreiheit. Sein Land sei vom Ziel, ein unabhängiger demokratischer Rechtsstaat zu werden, noch weit entfernt und benötige dringend der Hilfe des Europarates und der gesamten westlichen Welt.

Der Vertreter der Internationalen Helsinki Föderation für Menschenrechte, von Schwarzenberg, betonte, er sei nur Stellvertreter für die vielen bekannten und unbekannten Menschen, die sich dem Kampf um die Menschenrechte verschrieben hätten. Er zählte dann namentlich einige der Opfer auf, die dieser Kampf gefordert habe.

F. Verschiedenes

Die Versammlung wählte den konservativen schwedischen Abgeordneten, Anders Björck, zu ihrem neuen Präsidenten und die sozialistische französische Abgeordnete, Catherine Lalumière, zur neuen Generalsekretärin des Europarates.

In einer Debatte über die Lage im Libanon forderte Ständerat Flückiger den Europarat auf, sein Prestige und seine moralische Autorität in diesem Konflikt im Dienste des Friedens einzusetzen. Er sei sich aber auch bewusst, dass die Schwächen des Europarates hier wahrscheinlich die Ausübung eines entscheidenden Einflusses verhindern würden. Nichts hindere aber den Europarat daran, sich unverzüglich der Frage zuzuwenden, wie man den libanesischen Flüchtlingen in Zypern

und anderswo schnell und wirksam helfen könne. In einer von ihm eingebrachten Direktive wird der Ausschuss für Wanderbewegungen, Flüchtlings- und Bevölkerungsfragen beauftragt, zuhauenden des Ministerkomitees und der Regierungen der Europaratsländer diesbezüglich konkrete Empfehlungen auszuarbeiten.

Die Versammlung befasste sich im Rahmen einer «Aktualitätsdebatte» auch mit den damaligen iranischen Drohungen gegenüber französischen, britischen und amerikanischen Staatsangehörigen und verurteilte diese auf das schärfste.

Traktandiert war auch eine Aussprache über die Anwendung der europäischen Sozialcharta und über die zukünftige Rolle dieses Instrumentes. Im Zusammenhang mit der schon damals aktuellen Frage der Schaffung einer «EG-Charta der sozialen Grundrechte» richtete die Versammlung einen Appell an die Europäischen Gemeinschaften, Doppelspurigkeiten zu verhindern und die Komplementarität der Aktionen des Europarates und der EG im sozialen Bereich anzuerkennen. Die Parlamentarische Versammlung anerkannte aber auch, dass die wiederholten Forderungen nach einer EG-Charta der sozialen Grundrechte als Ausdruck einer dringend notwendigen Aktualisierung und Verbesserung der Sozialcharta des Europarates gewertet werden müssten. Nationalrat Pini vertrat die Auffassung, dass man hier schon sehr viel wertvolle Zeit verloren hätte und eine Aktualisierung der Sozialcharta dringend notwendig sei. Der Europarat müsse seine Führungsrolle in diesem Bereich unbedingt verteidigen.

Zahlreiche Kirchen in ganz Europa haben ihre ursprüngliche Funktion verloren und laufen deshalb Gefahr, wegen Vernachlässigung abgebrochen oder in unangemessener Weise zweckentfremdet genutzt zu werden. Die Parlamentarische Versammlung forderte die zuständigen Behörden auf, wirksame Massnahmen zur Erhaltung leerstehender Kirchen zu ergreifen und so weit wie möglich ihre angemessene zukünftige Nutzung zu sichern.

Nationalrätin Morf nutzte die Gelegenheit, dem Präsidenten des Ministerkomitees im Anschluss an die Präsentation des Rechenschaftsberichtes dieses Organes eine Frage betreffend die Rolle des Europarates in der europäischen audiovisuellen Zusammenarbeit zu stellen.

5. Sommersession 1989 (3. bis 7. Juli)

Die Sommersession 1989 stand im Zeichen des Besuches des sowjetischen Staats- und Parteichefs, Michail Gorbatschow, und der am Tage darauf – unter erstmaliger Beteiligung von Parlamentariern aus Polen, Ungarn, Jugoslawien und der Sowjetunion – durchgeführten Ost-West-Debatte.

A. Die Ansprache von Staats- und Parteichef Gorbatschow

Die wichtigsten Punkte der Rede von Staats- und Parteichef Gorbatschow können wie folgt zusammengefasst werden:

Die Auswirkungen der Perestroika-Politik

Die Politik der Perestroika werde sein Land vollständig und unumkehrbar verändern. Alle Europäer brauchten ein friedliches und demokratisches Europa, ein Europa, das seine Vielfalt und seine gemeinsamen humanistischen Ideen wahre. In einem solchen Europa sehen wir die Zukunft, sagte der sowjetische Präsident. Deshalb sollte die Idee der europäischen Einigung noch einmal von allen Ländern überdacht werden. Die Ueberwindung der Teilung unseres Kontinentes könne nicht durch eine Ueberwindung des Sozialismus erreicht werden, warnte er. Die Anerkennung der unterschiedlichen Gesellschaftssysteme, zusammen mit dem Respekt vor dem Recht jedes Volkes, sein eigenes Gesellschaftssystem zu wählen, seien die wichtigsten Voraussetzungen für einen normalen europäischen Prozess. Einmischungen in die inneren Angelegenheiten anderer Länder seien unzulässig.

Das «gemeinsame europäische Haus»

Die Verwirklichung der Idee eines «gemeinsamen europäischen Hauses» komme einer Rekonstruktion der europäischen Ordnung gleich und solle die Ersetzung des traditionellen Gleichgewichts der Kräfte durch einen Ausgleich der Interessen ermöglichen. Er betrachte die USA und die Sowjetunion als selbstverständliche Bestandteile der historisch gewachsenen politischen Struktur Europas. Jeder Versuch, diese Tatsa-

che zu ignorieren, wäre nicht hilfreich. Da die dem Vorhaben der Schaffung eines «gemeinsamen europäischen Hauses» zugrunde liegende Philosophie jede Möglichkeit einer Anwendung militärischer Macht ausschliesse, sei auch eine Neubewertung des Konzeptes der militärischen Sicherheit notwendig geworden. Die Strategie der Abschreckung müsse durch eine Strategie der Zurückhaltung ersetzt werden. Die Sowjetunion sei bereit, alle bestehenden militärischen Asymmetrien und Ungleichgewichte abzubauen. Er fordere den Westen zu Verhandlungen über die Reduzierung und Eliminierung taktischer Kernwaffen auf.

Europäischer Wirtschaftsraum

Er halte die Schaffung eines Wirtschaftsraumes vom Atlantik bis zum Ural für realistisch, auch wenn er nicht sofort verwirklicht werden könne. Er schlug verschiedene gemeinsame Projekte vor, so zum Beispiel:

- eine transeuropäische Hochgeschwindigkeitsbahn;
- ein europäisches Sonnenenergieprogramm;
- eine Zusammenarbeit im Atomenergiebereich (Entsorgung/Sicherheit);
- eine Zusammenarbeit im Umweltschutzbereich;
- die Schaffung eines europäischen Satellitenübermittlungssystems.

Beitritt zu Konventionen des Europarates

Er gab die Absicht der Sowjetunion bekannt, einigen Konventionen des Europarates in den Bereichen Umweltschutz, Kultur/Erziehung und Fernsehen beizutreten. (Von der Europäischen Menschenrechtskonvention war nicht die Rede.)

Europäischer Rechtsraum

Am Schluss seiner Rede kam Gorbatschow auf den menschlichen Bereich zu sprechen. Er betrachte die Welt, in der die militärischen Arsenalen reduziert seien, in der aber die Menschenrechte verletzt würden, als keinen sicheren Platz. Der europäische Einigungsprozess müsse auf einer soliden rechtlichen Grundlage aufgebaut werden. Er schlug die Einsetzung einer Arbeitsgruppe oder die Bildung eines europäischen Instituts zum Rechtsvergleich der Menschenrechte vor. Eine vollständige Übereinstimmung der verschiedenen Traditionen sei zwar unwahrscheinlich, doch habe die Wiener KSZE-Konferenz gezeigt, dass genügend Gemeinsamkeiten vorhanden seien, die die Schaffung eines europäischen Rechtsraumes ermöglichen würden.

B. Die Ost-West-Debatte

In der Ost-West-Debatte am Tag nach der Rede Gorbatschows ergriffen die als Gäste zugelassenen Parlamentarier aus Ungarn, Polen, Jugoslawien und aus der Sowjetunion zum ersten Mal das Wort. Der ungarische Vertreter bekräftigte den Willen seines Landes, einen demokratischen Rechtsstaat aufzubauen und im wirtschaftlichen Bereich vom System der Planwirtschaft zum System der Marktwirtschaft überzugehen. Auf diesem von Ungarn eingeschlagenen Weg gäbe es keine Rückkehr mehr.

Ein sowjetischer Parlamentarier sprach vor allem über die von Gorbatschow lancierte Idee eines «europäischen Rechtsraumes». Er zählte jene Gesetzesreformen auf, die das sowjetische Parlament im Sinne einer vermehrten Demokratisierung zu verabschieden gedenke.

Ein polnischer Parlamentarier unterstrich die Zugehörigkeit seines Landes zu Osteuropa. Polen zähle auf die Solidarität Westeuropas. Westeuropa brauche aber auch das «andere Europa».

Ein jugoslawischer Vertreter erinnerte daran, dass die Zusammenarbeit zwischen seinem Land und dem Europarat seit zwanzig Jahren bestehe, und begrüßte die Tatsache, dass mit dem Sondergästestatus diese Beziehungen nun auf ein höheres Niveau gehoben werden könnten. Jugoslawien erwarte ein pluralistisches Europa und eine pluralistische Welt, wo die Menschenrechte gefördert würden mit dem Ziel der Schaffung einer authentischen Demokratie auf nationaler und internationaler Ebene.

Die Reaktion der Versammlung auf die Rede Gorbatschows fiel insgesamt positiv aus. Nationalrat Sager sprach von einer Wende in den Ost-West-Beziehungen. Obwohl man jederzeit mit Rückschlägen rechnen müsse, könne der Vormarsch der

Demokratie nicht mehr aufgehalten werden. Er erwähnte bereits die Möglichkeit einer Assoziation reformbereiter Staaten Mittel- und Osteuropas im Europarat. Der Europarat sei bereit, diesen Ländern auf dem Weg zur Demokratie Hilfe zu leisten. Es fehlte aber auch nicht an mahnenden Worten über die Unteilbarkeit der Menschenrechte und dass ihre Verletzung auch in einem «gemeinsamen europäischen Haus» kritisiert werden müsste. Den Worten müssten nun Taten folgen.

Anlässlich der Sommersession 1989 tagte auch die Ständige Kommission der Parlamentarischen Versammlung und befasste sich u. a. mit folgenden Themen:

- Budget
- Tätigkeitsbericht des IKRK (1987/1989)
- Fernunterricht
- Finanzierung politischer Parteien
- Ferner wurden Anhörungen zu den folgenden Themen veranstaltet:
- Lage der Minderheiten in Rumänien
- Probleme im Zusammenhang mit der Konvention von Wellington betreffend die Antarktis
- Nordafrikanische Wanderarbeiter in Europa

6. Herbstsession 1989 (21. bis 29. September)

Die wichtigsten Traktanden der Herbstsession 1989 waren:

- A. Ost-West-Zusammenarbeit am Ende des 20. Jahrhunderts
- B. Ansprache von EG-Kommissionspräsident Jacques Delors
- C. Tätigkeitsbericht der OECD
- D. Tätigkeitsbericht der Efta
- E. europäische Dimension der Erziehung
- F. Gefahren im Zusammenhang mit einer Klimaänderung; Schutz der Ozonschicht
- G. Lage der Minderheiten in Rumänien und Bulgarien
- H. Waffenhandel und Menschenrechte

A. Ost-West-Zusammenarbeit am Ende des 20. Jahrhunderts

Die Parlamentarische Versammlung nahm die Debatte über die Ost-West-Zusammenarbeit am Ende des 20. Jahrhunderts zum Anlass einer Lagebeurteilung in jenen Ländern, die bisher in den Genuss des Sondergästestatus gekommen sind (Jugoslawien, Polen, Ungarn und die Sowjetunion). In einer einstimmig angenommenen Empfehlung an das Ministerkomitee fordert die Versammlung dieses Gremium auf, die nötigen Massnahmen zu ergreifen, damit der Europarat die Länder Mittel- und Osteuropas wirkungsvoll auf ihrem Weg zur Demokratie und zur Rechtsstaatlichkeit unterstützen könne.

Nationalrat Pini bemängelte die Tatsache, dass sich die Versammlung in ihrer Empfehlung an das Ministerkomitee zu einem Thema von solch grosser Tragweite nicht konkret genug äussere. Im Bericht der Politischen Kommission fehlten Hinweise auf den Nahostkonflikt und darauf, wie die Umweltschutzprobleme auf einer gesamteuropäischen Ebene gelöst werden könnten. Er forderte die Versammlung auf, hier mehr zu tun, um nicht noch mehr an Glaubwürdigkeit zu verlieren.

Nationalrat Sager setzte sich mit dem Vorwurf des Berichtstatters, Präsident Gorbatschow hätte in seiner Rede vor der Versammlung am 6. Juli 1989 nur magere Andeutungen zum Thema Menschenrechte gemacht, wie folgt auseinander: Gorbatschow hätte deshalb die Europäische Menschenrechtskonvention nicht erwähnen können, weil sie vorläufig nur Mitgliedländern des Europarates offenstehe. Es sei ein Beweis von Fingerspitzengefühl gewesen, dass er in diesem Zusammenhang nichts gesagt habe. Es sei nun an uns, die Europäische Menschenrechtskonvention nach Möglichkeit auch Nichtmitgliedländern zu öffnen, und zwar im Interesse der Menschenrechte, ihrer besseren Beachtung und Gewährleistung. Er dankte dem Berichtstatter für seinen Appell, dass wir in naher Zukunft nicht nur Überlegungen über die europäische Bestimmung des Europarates, sondern auch über seine globale Bestimmung, die ihm ebenfalls zukomme, anstellen sollten. Gewisse Strukturen seien schon vorhanden (Strassburger Konferenz für die parlamentarische Demokratie und das vor kurzem gegründete Internationale Institut für die Demokratie). Er mahnte aber auch vor einer Überforderung des Europarates; neue Aufgaben könne dieser nur nach Massgabe neuer und zusätzlicher Mittel wahrnehmen.

B. Ansprache von EG-Kommissionspräsident Jacques Delors
Die wichtigsten Punkte der Ansprache von EG-Kommissionspräsident Jacques Delors können wie folgt zusammengefasst werden:

Beide Organisationen – der Europarat und die Europäischen Gemeinschaften – hätten sich die Einheit Europas zum Ziel gesetzt, wobei sie aber mit unterschiedlichen Mitteln auf dieses Ziel hinsteuern würden. Die Europäischen Gemeinschaften seien bereit, mit dem Europarat – auf komplementäre Art und Weise – wenn immer möglich zur Erreichung dieses gemeinsamen Zieles zusammenzuarbeiten. Mit Nachdruck wies er aber auf das von den Europäischen Gemeinschaften angestrebte Ziel einer Europäischen Union mit einer gemeinsamen Aussen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitik als europäische Säule der Nato hin. Die EG liessen sich durch nichts von diesem Ziel zugunsten irgendeiner romantischen Vision von einem Grosseuropa abbringen.

Nachdrücklich begrüsst er die anwesenden Parlamentarier aus der Sowjetunion, Polen, Ungarn und Jugoslawien, denen die Parlamentarische Versammlung anlässlich der Frühjahrs-session 1989 den Sondergästestatus zuerkannt hatte.

Auf die EG-Efta-Beziehungen eingehend erinnerte Delors an seinen Vorschlag vom 17. Januar 1989 für eine strukturierte Zusammenarbeit auf der Basis einer institutionell verstärkten Efta. Sollte es den Efta-Ländern nicht gelingen, sich in diesem Sinne zu organisieren, müssten sie eben bilateral in ein Haus eintreten, dessen Pläne schon gemacht seien.

Ständerat Flückiger und Nationalrat Sager stellten anschliessend dem EG-Kommissionspräsidenten Fragen im Zusammenhang mit den EG-Efta-Beziehungen. Ständerat Flückiger wollte wissen, ob eine verstärkte Efta-EG-Zusammenarbeit – insbesondere dann, wenn sich die Efta-Länder auch in einer Zollunion organisieren würden – nicht die Chancen weiterer europäischer Länder beeinträchtigen würde, mit dem geplanten Europäischen Wirtschaftsraum zusammenzuarbeiten. Damit würde die Gefahr eines neuen Protektionismus heraufbeschworen (Festung Europa). Nationalrat Sager fragte den EG-Kommissionspräsidenten, ob nicht gerade die nach klassischen intergouvernementalen – und nicht supranationalen – Prinzipien organisierte Efta prädestiniert sei, den reformwilligen mittel- und osteuropäischen Ländern als wirtschaftliche Akklimatisierungsstation zu dienen.

Präsident Delors bekräftigte gegenüber Ständerat Flückiger den Willen der EG, keine «Festung Europa» zu werden. In der Verstärkung der EG-Efta-Beziehungen sehe er daher auch keine Erschwerung der Öffnung gegenüber anderen europäischen Ländern. Er wies auch darauf hin, dass er im Zusammenhang mit der Verstärkung der Efta-Strukturen nicht an eine Zollunion gedacht habe. Die Frage von Nationalrat Sager beantwortete er positiv. Es liege nun an den politisch Verantwortlichen in den Efta-Ländern, diese Idee zu verwirklichen.

C. Tätigkeitsbereich der OECD

Die Parlamentarische Versammlung führte während der Herbstsession ihre traditionelle Aussprache über den OECD-Tätigkeitsbereich in Anwesenheit des Generalsekretärs dieser Organisation und von Parlamentariern aus den nichteuropäischen OECD-Ländern durch. Die OECD-Debatte bildete auch den Rahmen für die Behandlung eines von Nationalrat Ruffy vorgelegten Berichtes über die Basler Konvention vom März 1989 betreffend den grenzüberschreitenden Transport und die Entsorgung giftiger Abfälle. Nationalrat Ruffy erinnerte die Versammlung daran, dass man sich erstmals 1985 in Basel, im Rahmen einer OECD-Veranstaltung, mit diesem Problem auseinandergesetzt habe. Er zählte die fünf grundsätzlichen Prinzipien der Konvention und die damit zusammenhängenden Massnahmen auf, machte aber auch auf die Mängel der Konvention aufmerksam (Nichtberücksichtigung radioaktiver Abfälle; keine verbindliche Regelung der Haftpflichtfrage bei Umweltschäden im Zusammenhang mit grenzüberschreitenden Transporten giftiger Abfälle; das Fehlen von präzisen Angaben über die bei Transporten gefährlicher Abfälle auf dem Seeweg zu verbreitenden Informationen). Der Bericht bildete die Grundlage für eine Empfehlung an das Ministerkomitee des Europarates, für die Ratifizierung der Konvention durch alle

Mitgliedstaaten einzutreten und dafür zu sorgen, dass die Industrie- und Entwicklungsländer den Austausch von Informationen über den Umgang mit giftigen Abfällen entscheidend verbessern und intensivieren. Das Ministerkomitee wurde auch aufgefordert, dafür zu sorgen, dass die Entschädigungsproblematik so rasch wie möglich einer verbindlichen Lösung zugeführt werden kann.

Ständerat Flückiger stellte mit Befriedigung fest, dass sich die Minister der OECD-Länder für die Wiederherstellung eines offenen, multilateralen Handelssystems zu einem Zeitpunkt einsetzen, wo die in diesem Zusammenhang ausserordentlich wichtigen Verhandlungen im Rahmen des Gatt (Uruguay-Runde) bald in die entscheidende Schlussphase eintreten werden. Er griff auch das Thema der neuen Industriestaaten und die sich für die Weltwirtschaft daraus ergebenden Konsequenzen auf. Eine intensivere Zusammenarbeit mit diesen Ländern, denen ein immer grösseres weltwirtschaftliches Gewicht zukomme, dränge sich auf. Die aus dieser neuen Konstellation zu ziehenden Konsequenzen müssten auch die Uebernahme einer grösseren Verantwortung durch diese Länder beinhalten.

D. Tätigkeitsberichte der Efta

Alle zwei Jahre haben die Mitglieder der Parlamentarischen Versammlung die Gelegenheit, zu den Tätigkeitsberichten der Europäischen Freihandelsassoziation Stellung zu nehmen. Diese Aussprache war im Herbst 1989 besonders aktuell, nachdem sich die Entwicklungen im Zusammenhang mit den Efta-EG-Beziehungen seit der berühmten Rede von EG-Kommissionspräsident Jacques Delors vom 17. Januar 1989 förmlich überstürzt hatten. Die Versammlung äusserte sich in ihrem Entschliessungstext befriedigt über die Entwicklung der Beziehungen zwischen den 18 Mitgliedstaaten des Europarates – den zwölf EG-Ländern und den sechs Mitgliedstaaten der Efta – und forderte die Regierungen der Efta- und EG-Länder u. a. auf:

- den ins Auge gefassten Europäischen Wirtschaftsraum zwischen den Efta-Ländern und den EG auch auf diejenigen Mitgliedstaaten des Europarates auszudehnen, die weder den EG noch der Efta angehören;

- das Brückenfunktionspotential des Europarates zwischen Efta- und EG-Ländern zu denjenigen Europaratsländern, die weder der einen noch der anderen Organisation angehören (Zypern, Malta, Türkei), sowie zu verschiedenen osteuropäischen Ländern voll auszuschöpfen.

Nationalrat Sager erläuterte zuerst die Haltung der schweizerischen Regierung zur europäischen Integration und gab dann seinem Bedauern darüber Ausdruck, dass der Europarat bisher darauf verzichtet habe, einen Beitrag zur Schaffung des Europäischen Wirtschaftsraumes zu leisten. Ein konkreter Beitrag des Europarates wäre in den Bereichen Arbeitsbedingungen, sozialer Schutz, Kultur, Konsumentenschutz, Umweltfragen, Tourismus und geistiges Eigentum möglich. Er erinnerte daran, dass die Schweizer Delegation die Wirtschafts-kommission der Parlamentarischen Versammlung schon vor drei Jahren erfolglos aufgefordert habe, einen Bericht über die Beitragsmöglichkeiten des Europarates zum Europäischen Wirtschaftsraum auszuarbeiten. Er wiederholte diese Aufforderung und meinte, dass, wenn der Europarat schon nicht die Gelegenheit ergreife, seine natürliche Brückenfunktionsrolle im Zusammenhang mit den Efta-EG-Beziehungen wahrzunehmen, er einige Zweifel hege an der Verwirklichung der ungemein anspruchsvolleren Brückenfunktionsrolle im Zusammenhang mit der Ausdehnung des Geltungsbereiches des Europäischen Wirtschaftsraumes auf Malta, Zypern und auf die Türkei.

Abschliessend forderte er die Efta – als nichtsupranationale Organisation – auf, ihre Möglichkeiten im Hinblick auf die Integration und die Annäherung der mittel- und osteuropäischen Staaten an Westeuropa in Zukunft besser wahrzunehmen.

Ständerat Flückiger beabsichtigte, in der Efta-Debatte zu intervenieren, was dann aber aus zeitlichen Gründen nicht möglich war. Seine vorgesehene Rede wurde im Sitzungsprotokoll als Anhang publiziert und enthält die folgenden Punkte:

Er gab sich befriedigt über die bisherige Entwicklung der Efta-EG-Beziehungen seit der Rede des EG-Kommissionspräsidenten vom Januar 1989. Er bezog sich dann auf jenen Teil des Entschliessungsentwurfs, wo von der Wünschbarkeit einer Umwandlung der gegenwärtigen Freihandelszone zwischen den Efta-Ländern und den EG in eine Zollunion die Rede ist. Er machte darauf aufmerksam, dass eine solche Veränderung die Schweiz dazu bewegen würde, einen andern Weg für ihre Beziehungen mit den EG zu suchen. Er erinnerte auch an die laufenden Gatt-Verhandlungen im Rahmen der Uruguay-Runde und an die im Gatt-Rahmen eingegangenen Verpflichtungen gegenüber anderen Ländern, insbesondere jenen der Dritten Welt. Die schweizerischen Präferenzen gingen klar in die Richtung einer verbesserten Freihandelszone.

E. Die europäische Dimension der Erziehung

Die Förderung einer europäischen Dimension der Erziehung gehört zu den Prioritäten des Europarates seit seiner Gründung. Die Bemühungen der Europäischen Gemeinschaften zur Schaffung eines echten Binnenmarktes, die Entwicklungen in Mittel- und Osteuropa und der Wille dieser Länder, mit dem Europarat zusammenzuarbeiten, gaben Anlass zu einer neuen Lagebeurteilung im Bereich der kulturellen Zusammenarbeit und der Erziehung. Die Parlamentarische Versammlung forderte, dass sich die Bemühungen um eine Förderung der europäischen Dimension der Erziehung auf den ganzen europäischen Kontinent erstrecken müssten und keineswegs von der Mitgliedschaft in einer bestimmten europäischen Organisation abhängen dürften. Die rasch voranschreitende Verbesserung der Beziehungen zu den mittel- und osteuropäischen Ländern biete Gelegenheit für die Entwicklung einer solchen gesamteuropäischen Dimension der Erziehung. Dafür sei eine engere Zusammenarbeit zwischen Europarat, EG und Unesco notwendig.

Nationalrat Müller meinte, dass bei der interkulturellen Erziehung der Hebel für Sofortmassnahmen auf der Sekundarstufe angesetzt werden müsse, wo die letzte Chance bestehe, bei kommenden Generationen den Ungeist des Nationalismus zu reduzieren. Bevor man den interkulturellen Austausch zwischen den Ländern pflege, sollten vorerst einmal die Chancen bei uns zu Hause wahrgenommen werden, weil z. B. Schulklassen in den nord- und mitteleuropäischen Ländern bis zu 20 Prozent aus Menschen aus den anderen Kulturkreisen bestehen. Als einen ersten Schritt zur «Entrümpelung» der Geschichtsbücher schlug er die Verfassung einer Geschichte des europäischen Nationalismus vor. Ein weiterer Schritt könnte in der Schaffung eines europäischen Lehrmittelverlags (z. B. in der Schweiz) liegen.

F. Gefahren im Zusammenhang mit einer Klimaänderung; Schutz der Ozonschicht

Die Parlamentarische Versammlung führte auch eine Debatte über die Gefahren im Zusammenhang mit einer Klimaänderung und über die zum Schutz der Ozonschicht zu treffenden Massnahmen durch. In einer Entschliessung forderte sie die Regierungen der Mitgliedstaaten auf:

- so bald wie möglich ein neues Zusatzprotokoll zum Wiener Übereinkommen über den Schutz der Ozonschicht zu verabschieden;
- Energiepolitiken anzuwenden, durch die Emissionen von Kohlendioxid und anderen Treibhausgasen reduziert werden, um die Gefahren einer globalen Erderwärmung herabzusetzen;
- mit der Ausarbeitung eines umfassenden weltweiten Uebereinkommens zu beginnen, das als Rahmen für Protokolle über den Schutz der Atmosphäre dienen soll, wie es von der EG-Kommission gefordert wird.

Die Versammlung richtete auch einen Appell an die verschiedenen Organisationen, die sich mit diesem Problem auseinandersetzen, ihre diesbezüglichen Forschungsarbeiten zu koordinieren und zu intensivieren mit dem Ziel, den Prozess und die Konsequenzen der Klimaänderungen besser einzuschätzen und Massnahmen zur Eindämmung der daraus zu erwartenden Konsequenzen festzulegen.

Nationalrat Caccia warnte vor den katastrophalen Auswirkungen einer Politik, die von gewissen Kreisen propagiert würde und die darin bestehe, vor der Ergreifung von Massnahmen zuerst die Ursachenstudien weiter voranzutreiben. Das Klimasystem sei äusserst komplex, so dass es nicht leicht sei, abschliessende Antworten betreffend die Lösung des Problems zu finden. Er stellte fest, dass die Öffentlichkeit auf dieses Problem im allgemeinen in angemessener Weise reagiere, was aber nicht verhindert habe, dass in gewissen Ländern der Kampf gegen die Kernenergie zu einem regelrechten «Religionskrieg» entartet sei. Er glaube nicht, dass auf die Kernenergie verzichtet werden sollte, auch wenn er darin nicht ein «Heilmittel» für die Lösung des Klimaproblems sehe.

G. Die Lage der Minderheiten in Rumänien und Bulgarien

Am Schluss einer Debatte über zwei Berichte der von Nationalrat Sager präsidierten Kommission für die Beziehungen zu den europäischen Nichtmitgliedstaaten betreffend die Lage der Minderheiten in Rumänien und Bulgarien forderte die Parlamentarische Versammlung die beiden Regierungen auf, die Menschenrechtsverletzungen in ihren Ländern gegenüber den dort lebenden ethnischen Minderheiten zu beenden und die in internationalen Abkommen eingegangenen Verpflichtungen zu beachten. Darüber hinaus forderte die Versammlung die Regierungen der Europaratsländer auf, gegen die rumänische Regierung sämtliche Sanktionen zu verhängen, die sich als notwendig erweisen und von den Möglichkeiten Gebrauch zu machen, die ihnen durch das Schlussdokument der Wiener KSZE-Konferenz im Zusammenhang mit den dort vorgesehenen Kontrollmechanismen geboten werden.

Der Bericht über die Lage der Minderheiten in Rumänien stützt sich wegen der Weigerung der rumänischen Behörden, an Ort und Stelle eigene und unabhängige Beobachtungen zuzulassen, zu einem grossen Teil auf sorgfältig geprüfte Beobachtungen und Angaben verschiedener Organisationen. In der Empfehlung betreffend Rumänien wird deshalb die Regierung in Bukarest aufgefordert, einer Delegation der Kommission einen Besuch mit eigenen Dolmetschern und ohne Ueberwachung zu gestatten, um sich ein eigenes Bild im Hinblick auf einen weiteren Bericht machen zu können. Im Gegensatz zu Rumänien hatte Bulgarien einen solchen Besuch von Ausschussmitgliedern ohne Auflagen erlaubt.

Der Rumänienbericht schildert die damalige katastrophale Lage der Minderheiten. Im Zusammenhang mit der Aufnahme von 40 000 Flüchtlingen der ungarischen Volksgruppe (aber mit rumänischer Staatsangehörigkeit) durch Ungarn forderte die Parlamentarische Versammlung auch das Ministerkomitee auf, Ungarn Hilfe über den Wiedereingliederungsfonds des Europarates anzubieten.

Der Bericht über Bulgarien stellte fest, dass die Massenauswanderung muslimischer Bulgaren eine Folge der Zwangsassimilierung durch die bulgarischen Behörden sei.

Kommissionspräsident Sager machte auf die Gratwanderung aufmerksam, die hier seine Kommission unternehmen müsse. Einerseits stehe man den Reformbewegungen in den mittel- und osteuropäischen Ländern mit grosser Sympathie gegenüber, was man mit der Initiative seiner Kommission zur Einführung eines Sondergästestatus bewiesen habe; andererseits bestünde die Verpflichtung, gegenüber Menschenrechtsverletzungen Stellung zu nehmen, wie dies nun in diesen Fällen geschehen sei.

H. Waffenhandel und Menschenrechte

Der Empfehlungstext der Parlamentarischen Versammlung zum Thema «Waffenhandel und Menschenrechte» lädt die Mitglieder ein, allgemeine Definitionen und Kriterien über den Waffenhandel festzulegen und diese zu harmonisieren. Bei vielen Rüstungsexporten bestehe die Gefahr, dass die gelieferten Waffen der Unterdrückung im Inneren der Empfängerstaaten dienten.

Nationalrat Müller begrüsst es, dass sich der Europarat mit diesem Thema befasse. Doch genüge es für den Europarat nicht, nur der Graishüter der Menschenrechte zu sein. Er habe auch die Aufgabe, aufgrund neuer Entwicklungen und Erkenntnisse in eigener Regie Massnahmen in die Wege zu lei-

ten. Dieser Zielsetzung würde der Empfehlungsentwurf, der die 23 Europaratsländer aufforderte, die Waffenausfuhrergesetzgebungen zu harmonisieren, in keiner Weise gerecht. Er stellte daher erfolglos einen Rückweisungsantrag an die federführende Kommission mit dem Auftrag, Richtlinien auszuarbeiten, die sich harmonisierend auf die nationalen Gesetzeserlasse auswirken würden. Er tat dies auch vor dem Hintergrund einer Entschliessung des Europäischen Parlamentes zum gleichen Thema vom Frühjahr 1989, die eindeutiger, weitgehender und sorgfältiger abgefasst war. Der Europarat könne als Wahrer der Menschenrechte hier nicht hinter der Empfehlung des Europäischen Parlamentes zurückstehen. Eine Empfehlung der Parlamentarischen Versammlung müsse folgende Elemente enthalten:

- eine Aufforderung an die Mitgliedstaaten, Programme zur Umstellung von militärischer auf zivile Produktion zu entwickeln;
- die Ergreifung von Vorkehrungen zur Austrocknung der Rüstungsschwarzmärkte;
- den Einbezug der ABC-Waffen;
- das Verbot von Waffenexporten in jene Länder, die sich schwere Menschenrechtsverletzungen zuschulden kommen lassen.

I. Verschiedenes

Der Versammlung lagen auch ein Bericht und eine Empfehlung betreffend ein garantiertes Mindesteinkommen vor. Der Empfehlungstext wurde zweimal unter Namensaufruf der Abstimmung unterstellt. Da das Quorum beide Male nicht erreicht werden konnte, fiel der Text ausser Abschied und Traktanden.

Eine kurzfristig einberaumte Aktualitätendebatte galt den Flüchtlingen aus Mittel- und Osteuropa, insbesondere aber der Fluchtbewegung aus der DDR in die BRD. Nationalrat Sager dankte der ungarischen Regierung für die Öffnung der Grenzen zugunsten der DDR-Bürger. Er gab der Hoffnung Ausdruck, dass in der DDR bald ein Reformkurs den Menschen die Hoffnung auf menschenwürdige Zustände zurückgäbe, damit diesem Exodus Einhalt geboten werden könne. Es sei die Aufgabe der Parlamentarischen Versammlung, dafür zu sorgen, dass dieser Reformkurs in der DDR ermöglicht werde.

Die Informationspolitik des Europarates war auch Gegenstand einer Aussprache. Nationalrat Columberg betonte, dass die Effizienz der Informationspolitik des Europarates von entscheidender Bedeutung für das Ansehen dieser Institution sei. Um die Informationspolitik besser betreiben zu können, müssten verschiedene grundsätzliche Voraussetzungen erfüllt werden – z. B. eine klare Aufgaben- und Kompetenzausscheidung zwischen Europarat und EG, eine Reaktivierung und Erneuerung der Institutionen und Strukturen des Europarates und eine angemessene Erhöhung des Budgets. Nicht zu vergessen sei auch eine zeitgemässe Ausstattung des Europarates mit neuen technischen Hilfsmitteln. Die Mitglieder der Versammlung könnten natürlich auch vieles zu einer effizienten Information der Öffentlichkeit über den Europarat beitragen, indem sie jede Gelegenheit benützten, ihre Kollegen in den nationalen Parlamenten auf die Arbeit des Europarates aufmerksam zu machen.

Die Versammlung führte auch Debatten zu den Themen «Friedensaussichten im Nahen Osten» und über «Aids und Menschenrechte» durch.

Der türkische Ministerpräsident, Turgut Özal, betonte in seiner Ansprache vor der Parlamentarischen Versammlung mit besonderem Nachdruck die Bindung seines Landes an die westeuropäischen Werte der Freiheit, der Demokratie und der Achtung der Menschenrechte. Der Westen habe viel Zeit zur Verfügung gehabt, um diese Rechte zu entwickeln. Die Türkei müsse diese Entwicklung jetzt in einer viel kürzeren Zeit vollziehen. Man möge also wegen diesem Nachholbedarf nicht mit Fingern auf die Türkei zeigen. Erstaunlicherweise erwähnte der türkische Ministerpräsident die Zypernfrage mit keinem Wort. Das Thema kam aber noch ausgiebig in der nachfolgenden Fragestunde zur Sprache.

Nationalrat Petitpierre wollte von Ministerpräsident Özal wissen, welche Garantien die türkische Regierung geben könne zur Beachtung der Europäischen Menschenrechtskonvention im Zusammenhang mit den rückkehrwilligen Flüchtlingen, die ihre Heimat aus politischen Gründen verlassen hätten.

Nationalrat Müller erinnerte den türkischen Ministerpräsidenten daran, dass 5 Prozent der jährlich ungefähr 10 000 türkischen Asylbegehren anerkannt würden. Angesichts der Tatsache, dass es eigentlich aus einem Mitgliedland des Europarates keine politischen Flüchtlinge geben könne, wollte er vom türkischen Ministerpräsidenten wissen, welche Haltung er zu diesem Thema einzunehmen gedenke.

Nationalrat Petitpierre erhielt die Antwort, dass jeder türkische Staatsangehörige das Recht habe, in seine Heimat zurückzukehren, und dass die Anwendung des Prinzips des Vorranges des Rechtes ohne Ausnahme erfolge. Jene aber, die das Gesetz verletzt hätten, müssten mit einer Strafverfolgung rechnen.

Die von Nationalrat Müller angesprochenen politischen Flüchtlinge bezeichnete der türkische Ministerpräsident in seiner Antwort als Wirtschaftsflüchtlinge, die zwecks Umgehung der immer schärfer werdenden Massnahmen der westlichen Länder gegenüber Flüchtlingen sich eben als politische Flüchtlinge ausgäben.

Nationalrätin Morf benutzte die Anwesenheit des Präsidenten des Ministerkomitees, um auf das Problem der fehlenden finanziellen Mittel des Europarates im Zusammenhang mit der Wahrnehmung neuer Aufgaben (Mittel- und Osteuropa; Antifolterkonvention) aufmerksam zu machen. Sie fragte ihn, ob er dem Ministerkomitee zur Lösung dieses Problems eine Frist gesetzt habe.

Das Ministerkomitee sei sich bewusst, dass der Europarat wichtige neue Aufgaben im Zusammenhang mit den Entwicklungen in Mittel- und Osteuropa und mit der Inkraftsetzung der Antifolterkonvention wahrzunehmen habe. Der Präsident des Ministerkomitees fragte sich aber, ob neue Budgetmittel zur Verfügung gestellt werden sollten oder ob man nicht einfach die Prioritäten neu setzen müsste. Die Vereinten Nationen hätten letzteres zur allgemeinen Zufriedenheit getan.

Ständerat Flückiger fragte Generalsekretärin Lalumière, ob es nicht notwendig sei, im Rahmen des Europarates eine Ministerkonferenz einzuberufen, die die Aufgabe hätte, den Grundstein für eine wirkliche europäische Asylpolitik zu legen. Frau Lalumière bestätigte die Notwendigkeit einer solchen Ministerkonferenz und gab zu, dass die bisherigen Versuche, den Grundstein für eine europäische Asylpolitik zu legen, gescheitert sind.

Nationalrat Müller fragte Generalsekretärin Lalumière, ob sie nicht auch der Meinung sei, dass man vom Europäischen Parlament, welches im Hause des armen Lazarus (Europarat) tage, nicht einen angemessenen – dauernd angepassten – Zins verlangen sollte. Der Europarat sei finanziell zu dürftig ausgestattet, als dass er dem «reichen Bruder» Geschenke verabreichen könne.

Frau Lalumière teilte die Meinung von Nationalrat Müller. Man habe die nötigen Schritte eingeleitet, um dieses und andere mit der intensiven Nutzung des Gebäudes verbundene Probleme einvernehmlich zu lösen.

7. Wintersession 1990 (29. Januar bis 2. Februar)

Die wichtigsten Traktanden der Wintersession 1990 waren:

- A. Die Ansprachen der Ministerpräsidenten Ungarns (Miklós Nemeth) und Polens (Tadeusz Mazowiecki) und die damit verbundene Debatte über die Lage in Mittel- und Osteuropa
- B. Flüchtlingsfragen
 - I. Flüchtlinge aus Mittel- und Osteuropa
 - II. Die Lage der libanesischen Flüchtlinge
- C. Ansprache des Präsidenten der Republik Zypern
- D. Verkehrsfragen
- E. Telekommunikation: Die Auswirkungen für Europa

A. Die Ansprachen der Ministerpräsidenten Ungarns und Polens und die damit verbundene Debatte über die Lage in Mittel- und Osteuropa

I. Ansprache des ungarischen Ministerpräsidenten

Zusammen mit Polen, Jugoslawien und der Sowjetunion gehört Ungarn zu jenen Ländern, die seit Mai 1989 aufgrund des ihnen damals zubilligten Sondergästestatus ohne Stimmrecht an den Arbeiten der Parlamentarischen Versammlung teilnehmen können. Der ungarische Ministerpräsident erinnerte seine Zuhörer daran, dass sein Land als eines der ersten vom osteuropäischen «Reformwind» erfasst worden sei und dass durch die Niederreissung des ungarischen Teils des «eisernen Vorhanges» das Ende des monolithischen Einparteiensystems in den Ländern Mittel- und Osteuropas eingeläutet worden sei. Die ungarische Aussenpolitik sei nicht mehr von ideologischen Ueberlegungen bestimmt; sie wolle zu einem Europa ohne Blöcke beitragen. Schon vor tausend Jahren hätte Ungarn die westliche Zivilisation gewählt, sei dann – allerdings aber unter Bezahlung eines hohen Preises – einige Male von diesem Weg abgekommen. Er bekannte sich in unmissverständlichen Worten zu den Grundsätzen des Europarates. Ungarn habe sein Beitritts-gesuch vom November 1989 in der Gewissheit gestellt, die Voraussetzungen dafür in kurzer Zeit erfüllen zu können. Er lud dann auch Vertreter der Parlamentarischen Versammlung als Beobachter der ersten freien Wahlen vom März 1990 ein. Im Anschluss an die Rede stellte sich Ministerpräsident Nemeth den Fragen der Parlamentarier.

II. Ansprache des polnischen Ministerpräsidenten

Dem Europarat kämen grosse Verdienste im Zusammenhang mit der Verteidigung der Freiheit und der Menschenrechte zu, sagte der polnische Ministerpräsident. Der Europarat sei für Polen heute deshalb auch der angemessene Platz, da sein Land selbst Verdienste bei der Verteidigung dieser Rechte und Freiheiten erworben habe. (Der polnische Ministerpräsident beantragte dann auch am gleichen Tag die Aufnahme seines Landes in den Europarat.) Der polnische Ministerpräsident erläuterte die Massnahmen, die seine Regierung bisher zur Wiedererrichtung eines demokratischen Rechtsstaates ergriffen hatte. Er nannte die gegenwärtigen Ereignisse in Mitteleuropa die «Wiedergeburt unseres Kontinents» nach mehr als vierzig Jahren der Trennung. Für Polen sei Europa gleichbedeutend mit der Idee der Freiheit und der Rechtsstaatlichkeit. Im Bewusstsein der Polen sei dieses Europa ein Wert, für den es sich zu leben, ja manchmal zu sterben lohne. Nachdem die Mauer, die Europa getrennt habe, niedergerissen sei, müsse auch die Kluft, die das reiche vom armen Europa trenne, überbrückt werden. Ein «gemeinsames europäisches Haus» wäre mit solch grossen Unterschieden nicht funktionsfähig. Er fand, dass auch die Zeit gekommen sei, die Idee vom «gemeinsamen europäischen Haus» und einer «europäischen Konföderation» zu konkretisieren. In diesem Zusammenhang forderte er einen «Rat für europäische Zusammenarbeit» zur Vorbereitung der KSZE-Gipfeltreffen, dem alle Unterzeichnerstaaten der KSZE-Schlussakte von Helsinki angehören sollten. Zur aktuell gewordenen Frage einer Wiedervereinigung Deutschlands sagte er, dass die Äengste der Nachbarn Deutschlands verstanden werden müssten. Deshalb müsse die deutsche Frage durch ein Uebereinkommen gelöst werden, das die Zustimmung aller Betroffenen finde und allen Ländern von Anfang an das notwendige Mass an Sicherheit garantiere. Dazu gehöre insbesondere die Zusage der Unverletzlichkeit der polnischen Westgrenze.

Im Anschluss an seine Rede stellte sich Ministerpräsident Mazowiecki den Fragen der Parlamentarier. Nationalrat Pini machte auf den Umstand aufmerksam, dass der polnische Ministerpräsident der erste (nach Staatspräsident und Parteichef Gorbatschow und Ministerpräsident Nemeth) unter seinen osteuropäischen Kollegen gewesen sei, der im Zusammenhang mit der Idee der Errichtung eines «gemeinsamen europäischen Hauses» von einer föderalistischen Lösung gesprochen habe. Er fragte ihn, ob er glaube, dass mit einer föderalistischen Lösung die in einigen Ländern noch vorhandenen Minderheitsprobleme gelöst werden könnten. Vieles hänge hier davon ab, inwieweit in den osteuropäischen Ländern die interne Zusammenarbeit (Concertation) über den Partikularismus triumphieren würde, meinte der polnische Ministerpräsident.

Nationalrat Sager benützte die Gelegenheit – da seine Frage schon vorweggenommen und beantwortet war –, um dem polnischen Ministerpräsidenten nicht nur für das abgelegte Bekenntnis zu Europa, sondern vor allem auch für das demokratische Ethos, das er Zeit seines Lebens bekundet habe, zu danken.

III. Debatte über die Lage in Mittel- und Osteuropa

Die Debatte über die Lage in Mittel- und Osteuropa fand auf der Grundlage eines Berichtes der Politischen Kommission statt. Der Kommissionspräsident, der österreichische Abgeordnete Ludwig Steiner, sagte einleitend, dass die Nachkriegsordnung, die nun in Bewegung geraten sei, zwar eine lange Periode des Friedens beschert habe, diese aber gleichzeitig vielen Völkern den Nachteil gebracht habe, dass sie in Unfreiheit und in materiell schwierigsten Verhältnissen leben mussten. Im anderen Teil Europas hätten wir diese lange Friedensperiode somit auch auf Kosten dieser Völker gelebt. Dies beinhalte die moralische Verpflichtung, alles zu tun, um diesen Völkern auf ihrem Weg zu Freiheit und Demokratie zu helfen. Der Europarat müsse vor allem bestehen in der Gestaltung der Instrumente der Demokratie und ihnen behilflich sein, die Erfahrungswerte des Europarates in die Tat umzusetzen. Auch die Leistung wirtschaftlicher Hilfe sei selbstverständlich.

Er hob die Bedeutung des seinerzeitigen Entscheides der Parlamentarischen Versammlung zur Schaffung des Sondergästestatus hervor. Man habe sich dadurch seit dem Mai 1989 besser kennen- und einschätzen gelernt. Gerade in dieser wichtigen Phase der Entwicklung in Europa sei das Erkennen der gegenseitigen Realität, das richtige Einschätzen der Möglichkeiten, eine überaus wichtige Angelegenheit. Selbstverständlich hätten die Entwicklungen in Mittel- und Osteuropa auch einen Einfluss auf die Entwicklungen in unseren Ländern. Auch hier brauche es sehr viel Mut, die Dinge zu erkennen und jene Massnahmen einzuleiten, die notwendig seien, damit sich dieses Gesamteuropa den neuen Gegebenheiten angleichen könne und das Maximale für die europäischen Völker auch im Interesse der Welt erreicht werden könne.

Nationalrat Sager äusserte sich in seiner Eigenschaft als Präsident der Kommission für die Beziehungen zu den europäischen Nichtmitgliedstaaten zum Bericht der Politischen Kommission. Er hob besonders den Umstand hervor, dass das Schicksal des sowjetischen Reformkurses jenes der mitteleuropäischen Bewegungen beeinflussen werde. In diesem Zusammenhang erwähnte er insbesondere das sowjetische Nationalitätenproblem, welches den Reformkurs behindere. Das Nationalitätenproblem sei aber nicht die Folge der Reformen, sondern jenem Totalitarismus anzulasten, den Gorbatschow glaubwürdig zu überwinden suche. Der Weg Gorbatschows komme einer unausweichlichen Gratwanderung gleich. Der Weg werde lang sein und von zeitweiligen Rückschlägen nicht verschont bleiben. Die Reformbewegung habe aber jetzt schon die historische Leistung vollbracht, dass ein Rückfall in totalitäre Herrschaftsverhältnisse nicht mehr möglich scheine. Es obliege dem Europarat, über die Gewährung des Sondergästestatus und vielleicht bald schon einer Vollmitgliedschaft konkrete Unterstützung zu bieten, was auch Auswirkungen auf die Struktur des Europarates haben werde.

Nationalrat Pini fragte sich angesichts der Ereignisse in Rumänien vom Dezember 1989, ob sich in den Herzen jener, die den Weg zur Freiheit offengelegt hätten, nicht eine gewisse Furcht breitmache. Heute müsse von dieser Versammlung eine Botschaft der Unterstützung der Freiheit, einer auf der Verantwortung basierenden Freiheit, ausgehen. Man dürfe sich nicht der Illusion hingeben, dass die Umwandlung eines totalitären Landes zu einem demokratischen System mit einer florierenden Wirtschaft in 24 Stunden vollzogen werden könne. Er erinnerte an die Geschichte seines Landes, welches mehrere Jahrhunderte gebraucht habe, um seinen heute beschrifteten Weg zu finden. Der Europarat müsse jetzt von den Absichtserklärungen zur operationellen Hilfe übergehen, um den betroffenen Ländern zu ermöglichen, ihre neu gefundene Freiheit in verantwortungsvoller Art und Weise wahrzunehmen. Diese Botschaft müsse nicht nur an die politisch Verantwortlichen dieser

Länder, sondern auch an die Bevölkerungen gerichtet werden. Man solle nichts überstürzen; wer überstürzt vorgehe, riskiere die Kompromittierung der Prinzipien der soeben gefundenen Freiheit. Der Europarat habe die Verpflichtung und Mission, diesen Ländern auf ihrem Weg in eine verantwortungsvolle Freiheit zu helfen.

Nationalrat Sager ergriff am Schluss der Debatte noch einmal das Wort in seiner Eigenschaft als Präsident der Kommission für die Beziehungen zu den europäischen Nichtmitgliedstaaten. Der Europarat werde in absehbarer Zeit eine Organisation mit 30 Vollmitgliedern und 5 Staaten mit Sonderstatus sein, also mit allen 35 KSZE-Staaten verbunden sein. Der Europarat sei damit aus drei Gründen der geeignete Hort für den KSZE-Prozess:

- Nur der Europarat allein könne das notwendige parlamentarische Fundament vermitteln;
- die von der Tätigkeit des Europarates ausgeklammerten militärischen Sicherheitsfragen würden sich in politische Stabilitätsfragen verwandeln, was in den ureigensten Aufgabenbereich des Europarates gehöre;
- der Europarat sei als einzige umfassende europäische Organisation mit der föderalistischen Idee verbunden. Der Föderalismus sei der einzige Weg zur europäischen Einheit.

Mit diesen Worten, aber auch mit dem kurz darauf angenommenen Zusatzantrag zur Empfehlung an das Ministerkomitee, der darauf abzielt, die Möglichkeiten einer engeren Assoziation der aussereuropäischen KSZE-Partner (USA und Kanada) mit den Tätigkeiten des Europarates auszuloten, wurde die kurz vorher vom polnischen Ministerpräsidenten vorgelegte Idee der Schaffung eines unter der KSZE-Aegide stehenden «Rates für europäische Zusammenarbeit» abgelehnt.

Die Versammlung begrüßte in der Empfehlung an das Ministerkomitee die von der portugiesischen Präsidentschaft im März 1990 nach Lissabon einberufene ausserordentliche Außenministerkonferenz der Mitgliedstaaten des Europarates zwecks Erörterung der Entwicklungen in Europa und der dem Europarat zufallenden Aufgaben. Die Versammlung forderte das Ministerkomitee auf, an diesem Treffen auch die Möglichkeiten zu prüfen, wie die über den Sondergästestatus schon an der Arbeit der Parlamentarischen Versammlung beteiligten Länder auch an der zwischenstaatlichen Zusammenarbeit im Rahmen des Europarates teilnehmen könnten. Das Ministerkomitee wurde auch aufgefordert, seine Entschlossenheit unter Beweis zu stellen, die 40jährige Erfahrung des Europarates zu nutzen, die diesen dazu prädestinieren, Beiträge zur praktischen Umsetzung von Visionen, wie «das gemeinsame europäische Haus von Präsident Gorbatschow oder die von Präsident Mitterrand in seiner Neujahrsansprache für das Jahr 1990 geforderte europäische Konföderation», zu leisten.

B. Flüchtlingsfragen

I. Flüchtlinge aus Mittel- und Osteuropa

Die Entwicklungen in Mittel- und Osteuropa haben zu einem massiven Zustrom von Menschen in die Bundesrepublik Deutschland, nach Österreich, Italien, aber auch nach Ungarn geführt. Zur Lösung der mit diesem Exodus zusammenhängenden Probleme schlägt die Versammlung die Einberufung einer Ministerkonferenz der Europaratsländer – unter Einbezug von Vertretern aus den mittel- und osteuropäischen Ländern – vor. Ungarn und die anderen mittel- und osteuropäischen Länder werden aufgefordert, Mitglied bzw. assoziiertes Mitglied des Sozialen Entwicklungsfonds des Europarates zu werden, was eine entsprechende Aufstockung der Mittel dieses Fonds notwendig mache.

Nationalrat Pini erinnerte an seine früheren, ohne Echo gebliebenen Aufrufe an das Ministerkomitee des Europarates, ein Koordinationsorgan für die Lösung der Flüchtlingsprobleme in Europa zu schaffen. Heute zeige es sich, wie wichtig es wäre, ein solches Organ zu besitzen. Er gab der Hoffnung Ausdruck, dass das Ministerkomitee nun endlich aktiv werde, um die Flüchtlingsprobleme in Europa – nicht nur jene im Zusammenhang mit den Ereignissen in Mittel- und Osteuropa – einer auf europäischer Ebene koordinierten Lösung zuzuführen.

II. Die Lage der libanesischen Flüchtlinge

Die Parlamentarische Versammlung befasste sich ebenfalls mit der Lage der libanesischen Flüchtlinge, die ihr Land wegen dem dort herrschenden Bürgerkrieg verlassen haben. Als Grundlage für die Debatte diente ein von Ständerat Flückiger verfasster Bericht. Der Bericht macht insbesondere darauf aufmerksam, dass eine strikte Anwendung der Genfer Flüchtlingskonvention von 1951 es für einen libanesischen Staatsangehörigen schwierig mache, den Status eines Asylbewerbers zu erlangen, da er sich trotz des Bürgerkrieges generell keiner Verfolgung durch die libanesischen Behörden ausgesetzt sehe. Auch könnten jene Libanesen, die sich aufgrund der Zugehörigkeit zur einen oder anderen Gemeinschaft in Gefahr wähnen, normalerweise Zuflucht im Einflussbereich ihrer Gemeinschaft finden. Darüber hinaus könne sich jeder libanesischer Bürger im Ausland an die diplomatischen Vertretungen seines Landes wenden, wenn er Hilfe benötige. Eine sehr grosse Mehrheit der betroffenen Libanesen sei auch bereit, in ihr Land zurückzukehren, sobald es die Lage ermögliche. Auf der anderen Seite gäbe es aber auch Fälle, wo sich die Gewährung des Flüchtlingsstatus als gerechtfertigt erweise. Die Lösung für die grosse Mehrheit der libanesischen Flüchtlinge sieht der Berichterstatter in der Gewährung vorübergehender Aufenthalts- und Arbeitsbewilligungen, wie es schon heute in Zypern gegenüber den dort anwesenden Flüchtlingen praktiziert werde.

Der Berichterstatter machte auch auf die Lage jener libanesischen Bürger aufmerksam, die sich in einem anderen Teil des Landes in Sicherheit bringen mussten. Die Bedürfnisse dieser Flüchtlinge seien gross, und die von den dort tätigen Hilfsorganisationen (UNWRA, IKRK) geleistete Hilfe genüge nicht mehr. Eine grössere Solidarität der Mitgliedstaaten des Europarates gegenüber diesen Flüchtlingen dränge sich auf.

Die von der Versammlung einstimmig verabschiedete Entschliessung fordert die Regierungen der Europaratsländer auf,

- den libanesischen Flüchtlingen in ihren Ländern auf deren Begehren vorübergehende Aufenthalts- und Arbeitsbewilligungen zu erteilen,
- wohlwollend jene Fälle zu prüfen, wo die Gewährung des Flüchtlingsstatus gerechtfertigt scheint,
- den humanitären Organisationen im Libanon die nötige Unterstützung zu gewähren.

Die Versammlung verurteilte im Entschliessungstext auch die unannehmbare Verschleppung der beiden IKRK-Mitarbeiter.

C. Ansprache des Präsidenten der Republik Zypern

Zu einem Zeitpunkt, wo in Mittel- und Osteuropa Mauern fallen, scheine es anachronistisch, auf Zypern die seit 1974 bestehende künstliche Grenze zwischen den beiden Volksgruppen aufrechtzuerhalten, erklärte der Präsident der Republik Zypern, Georges Vassiliou, vor der Parlamentarischen Versammlung. Die Vergangenheit sollte als verpflichtende Mahnung zur Gestaltung einer friedlichen Zukunft dienen. Er bekannte sich klar zur Bildung eines zypriotischen Bundesstaates, worin die beiden Volksteile ihr Territorium selber verwalten könnten. Er schlug ebenfalls die Entmilitarisierung eines vereinten Zyperns vor. Die türkische Delegation war während der Rede Vassiliou nicht im Saal anwesend, was die Schweizer Delegation zur Verfassung eines Protestschreibens an ihre Adresse veranlasste.

Im Anschluss an seine Rede stellte sich Präsident Vassiliou den Fragen der Parlamentarier. Nationalrat Müller war 1987 Mitberichterstatter zum Thema «Flüchtlinge und verschwundene Personen in Zypern». Im Zusammenhang mit der damals von der Versammlung zu diesem Thema verabschiedeten Empfehlung stellte er dem zypriotischen Präsidenten die folgenden Fragen:

- Welche Massnahmen sind seit 1987 getroffen worden, um das Vertrauen zwischen den beiden Gemeinschaften über Direktkontakte bei gemeinsamen Anlässen zu verbessern?
- Welche Massnahmen sind seit 1987 von Regierungsseite getroffen worden, um die wirtschaftliche Zusammenarbeit auf der ganzen Insel zu fördern?

Auf die erste Frage antwortete Vassiliou, dass er seit seiner Wahl alles unternommen habe, um diese Art von Kontakten zu fördern. So kämen jetzt auch Angehörige der türkisch-zypriotischen Gemeinschaft in den Genuss gewisser Sozialleistungen. Ihnen stünden ebenfalls die Spitäler der Republik Zypern zur Verfügung. Eine wirtschaftliche Zusammenarbeit hingegen sei so lange nicht möglich, als die Trennung der beiden Volksgemeinschaften aufrechterhalten bleibe. Er suche nach Lösungen, damit das beträchtliche Potential der Insel so schnell wie möglich gemeinsam genutzt werden könne.

D. Verkehrsfragen

I. Tätigkeitsberichte der Europäischen Verkehrsministerkonferenz (CEMT)

Alle zwei Jahre führt die Parlamentarische Versammlung eine Debatte über die Tätigkeitsberichte der Europäischen Verkehrsministerkonferenz (CEMT) durch. Als Gastredner trat der gegenwärtige CEMT-Präsident, der schwedische Transportminister Andersson, auf, der sich auch den Fragen der Parlamentarier stellte. Ständerat Flückiger fragte den CEMT-Präsidenten, ob seine Organisation ihren Mitgliedern nicht die Förderung des kombinierten Verkehrs empfehlen könne. Eine solche Förderung könnte insbesondere über die Unterstützung der Harmonisierungsbestrebungen bei den Auf- und Abladevorrichtungen für Container und Lastwagen erfolgen. Diese Vorrichtungen sollten nicht überdimensioniert, sondern eher dezentralisiert aufgebaut werden. Eine solche Dezentralisierung der Einrichtungen erlaube auch eine Erweiterung der Anschlüsse zwischen Schiene und Strasse. Die CEMT und die darin vertretenen Regierungen seien sich der Bedeutung des kombinierten Verkehrs bewusst geworden und alle setzten sich dafür ein, insbesondere über die Harmonisierung der Auf- und Abladevorrichtungen, antwortete Minister Andersson auf die Frage von Ständerat Flückiger. Die Debatte, an der Redner aus mehreren Ländern teilnahmen, brachte eine bemerkenswerte Übereinstimmung mit den schweizerischen und österreichischen Positionen betreffend den kombinierten Verkehr. Insbesondere ein britischer Redner setzte sich so engagiert für diese Position ein, dass anschliessend Ständerat Flückiger auf sein vorbereitetes Votum zu diesem Thema verzichten konnte.

Nationalrat Caccia prangerte den Unsinn der Leerfahrten auf der Gotthardroute an. 30 Prozent des auf der Gotthardroute verkehrenden Lastwagenverkehrs bestünden aus Leerfahrten und die Hälfte der beladenen Fahrzeuge weisen Nutzlasten von unter 10 Tonnen auf. Er erinnerte an die Telekommunikationsdebatte vom Vortag und meinte, man sollte diese Mittel zum Aufbau eines Transport-Management-Zentrums mit einer Art «Kontrollturmfunktion» benützen. In einem solchen Zentrum müssten alle Informationen betreffend Strassen, Eisenbahnen, Wasserwege und die zu transportierenden Waren zusammenlaufen. Der Aufbau eines solchen Zentrums sollte noch vor Ende dieses Jahrhunderts möglich sein.

Die Versammlung verabschiedete dann eine Entschliessung, in der im wesentlichen eine Abkehr von der Strasse zugunsten der Schiene, die technische Verbesserung der Strassenfahrzeuge zwecks Verminderung der Umweltbelastung und strengere Geschwindigkeitsbeschränkungen gefordert wurden. Die Entschliessung begrüsst auch ausdrücklich das schweizerische Projekt «Bahn 2000» und erklärt ihr Verständnis für die von der Schweiz und Oesterreich ergriffenen Massnahmen zum Schutz des Alpenraums und seiner Bevölkerung.

II. Die zunehmende Ueberlastung der Flughäfen und des Luftraumes in Europa

Ständerat Flückiger legte der Versammlung einen Bericht über «die zunehmende Ueberlastung der Flughäfen und des Luftraumes in Europa» vor. Dieser Bericht entstand aus der Sorge über die mit dieser Ueberlastung verbundenen beträchtlichen Kosten und Unannehmlichkeiten, die den Passagieren und Luftverkehrsgesellschaften in Form von Verspätungen, Energieverschwendung und anderer Betriebskosten entstehen, und aus der Furcht, dass sich diese Situation infolge der rasch ansteigenden Nachfrage und im Zusammenhang mit den gegenwärtig unternommenen Bemühungen um eine

Liberalisierung der Wettbewerbsbestimmungen in diesem Sektor noch verschlechtern wird. Der Berichtsteller ist sich auch bewusst, dass diese Situation vor allem auf die unzureichende Zusammenarbeit und Integration der Luftverkehrskontrolle und die Kapazitätsüberschreitung der Flughäfen zurückzuführen ist. Der Entschliessungstext fordert die Mitgliedstaaten und die Europäische Zivilluftfahrtskommission u. a. auf,

- ihre Anstrengungen – vorzugsweise im Rahmen von Eurocontrol – zu verstärken, um ein voll integriertes und den gesamten europäischen Luftraum abdeckendes Luftverkehrskontrollsystem zu erstellen,
 - die Möglichkeit der zivilen Nutzung militärisch relevanten Luftraumes, insbesondere während den Stosszeiten, zu untersuchen,
 - bei der Flughafenplanung vermehrt den Umweltaspekten Aufmerksamkeit zu schenken,
 - die Ausbildung und die Arbeitsbedingungen der Fluglotsen zu verbessern,
 - vermehrt den Regionalverkehr zu fördern,
 - die Entwicklung eines globalen Transportkonzeptes für die Wasser-, Luft-, Land- und Schienenwege zu fördern,
 - die Integration der wichtigsten europäischen Kontrollzentren in ein einziges System voranzutreiben.
- Nationalrat Pini sieht das Hauptproblem in der ungenügenden Infrastruktur der Flughäfen, welche den heutigen Entwicklungen nicht mehr angepasst sei. Hier müsse die Planung zur Lösung der Flugverkehrsprobleme ansetzen.

E. Telekommunikation: Die Auswirkungen für Europa

Der Bericht, welcher der Parlamentarischen Versammlung vorgelegt wurde, beschreibt die Auswirkungen der Telekommunikation auf vier Ebenen: der wirtschaftlichen, der kulturellen, der sozialen und der geopolitischen Ebene.

1. Die wirtschaftlichen Auswirkungen sind vor allem durch die rasante technologische Entwicklung gekennzeichnet, die einen immer stärkeren Wettbewerb auf immer grösseren Märkten nach sich zieht. So entwickeln sich ständig neue Dienstleistungsunternehmen, welche ihrerseits neue Arbeitsplätze schaffen.

2. Die neuen Telekommunikationssatelliten zum Beispiel ermöglichen es, Informationen über die Landesgrenze hinaus zu verbreiten, und können so auch zum Sprachrohr kultureller Minderheiten werden.

3. Die Auswirkungen der Massenkommunikationsmittel auf die Informationen und die Bildung der verschiedenen Bevölkerungsschichten lassen sich nicht bestreiten. Die Telekommunikation erscheint daher als ein für die schulische, berufliche und akademische Bildung strategisch wichtiges Mittel, das Länder wie die USA oder das Vereinigte Königreich bereits einsetzen.

4. Schliesslich können Informationen durch das stets dichter werdende Telekommunikationsnetz überall in die Welt ausgestrahlt werden. Allerdings sind Afrika und die osteuropäischen Länder im Vergleich zu den Industrienationen, in denen fast ein Ueberangebot besteht, nur unzureichend mit Telekommunikationsmitteln ausgerüstet.

Nationalrat Caccia zeigte auf, wie sehr der Bericht bereits die Beratung unseres neuen Fernmeldegesetzes positiv beeinflusst habe. Die Schweiz strebe eine Harmonisierung der europäischen Gesetzgebungen in diesem Bereich an. Trotzdem müsse sie den besonderen Problemen eines kleinen Landes Rechnung tragen, das überdies mehrsprachig sei und nur beschränkte finanzielle Mittel zur Verfügung habe. Deshalb sei es wichtig, dass wir Kompromisslösungen fänden, damit wir uns den Herausforderungen nicht nur auf nationaler, sondern auch auf internationaler Ebene stellen könnten. So solle ein Modell für die Zusammenarbeit zwischen den PTT und den privaten auf die Telekommunikation mit Lichtfaserkabeln spezialisierten Unternehmen ausgearbeitet werden. Weiter seien Verfahren für die Zulassung verschiedener Telefonsysteme geplant. Auf internationaler Ebene stellen die Telekommunikationsmittel unentbehrliche strategische Instrumente zur Information dar; sie haben zum demokratischen Frühling in bestimmten osteuropäischen Ländern beigetragen und werden

zweifelloos auch den Entwicklungsländern zu einem besseren Zugang zur Information verhelfen und so den Dialog und eine grössere Solidarität aller Länder der Welt ermöglichen.

F. Verschiedenes

Der Versammlung lagen auch Berichte und Empfehlungen bzw. Entschliessungen zu den Themen «Die Rechte des Kindes», «Die Auswirkungen der Flächenstilllegungen in den ländlichen Regionen» und «Die Wiederbelebung der Landwirtschaft mit den Möglichkeiten der Telematik» vor.

Nationalratspräsident Ruffy benutzte die Anwesenheit des Präsidenten des Ministerkomitees, um ihm eine Frage nach der Rolle des Europarates in den Konzepten des «gemeinsamen europäischen Hauses» (Gorbatschow) und einer «europäischen Konföderation» (Mitterrand) zu stellen. Für die Mitglieder der Parlamentarischen Versammlung wäre der Europarat eigentlich das geeignete Fundament für diese Strukturen. Man würde den Aufbau paralleler Strukturen, die nur zu Doppelspurigkeiten führen würden, nicht begreifen. Er fragte den Präsidenten des Ministerkomitees, ob er auch diese Meinung teile.

Nationalrätin Morf machte auf die zusätzlichen Aufgaben aufmerksam, die dem Europarat im Zusammenhang mit den Entwicklungen in Mittel- und Osteuropa, aber auch mit der Inkraftsetzung der Antifolterkonvention zufielen, wobei aber das Budget der Organisation unverändert bleibe. Sie fragte den Präsidenten des Ministerkomitees, ob dieses Organ bereit sei, alles zu tun, um hier Abhilfe zu schaffen. Sie erinnerte ihn daran, dass sie diese Frage schon anlässlich der Frühjahrs-session 1989 gestellt habe, ohne dass sie in der Zwischenzeit Fortschritte feststellen durfte. Die Möglichkeit freiwilliger zusätzlicher Budgetbeiträge bestehe, was im Falle der Schweiz schon in die Wege geleitet worden sei (Erhöhung des Budgetbeitrages um 10 Prozent).

Nationalrat Müller ist aufgefallen, dass sich unter den Empfehlungen, die von der Parlamentarischen Versammlung an das Ministerkomitee gehen, oft solche befinden, die an die Adresse der Mitgliedstaaten direkt gerichtet sind, dass aber zu solchen Texten seitens des Ministerkomitees keine Stellung bezogen wird. Er fragte den Präsidenten des Ministerkomitees, ob er nicht auch der Meinung sei, dass die im Ministerkomitee vereinten Aussenminister nicht auch Vertreter der Regierungen der Mitgliedstaaten seien und als solche auch auf die obengenannten Empfehlungen zu reagieren hätten.

Der Präsident des Ministerkomitees antwortete Nationalratspräsident Ruffy, dass anlässlich der auf den 23. und 24. März 1990 nach Lissabon einberufenen Sondersitzung des Ministerkomitees eine erste Diskussion über die künftige «Architektur Europas» und die darin vom Europarat zu spielende Rolle stattfinden werde. In der Zwischenzeit müsse der Europarat alles tun, um den Ländern Mittel- und Osteuropas auf ihrem Weg zur Demokratie zu helfen. Persönlich sei er der Meinung, dass dem Europarat in einem künftigen «gemeinsamen europäischen Haus» auf jeden Fall die Rolle eines Forums des politischen Dialoges und eines Angelpunktes im Zusammenhang mit den Menschenrechten, der Demokratie und der kulturellen Identität zukommen werde. Im Zusammenhang mit der Idee des französischen Staatspräsidenten einer europäischen Konföderation machte er geltend, dass die Charakteristiken einer solchen Konföderation noch nicht definiert worden seien. Man werde diese Idee unterstützen, doch sei es heute zu früh, sich schon näher zu äussern.

Nationalratspräsident Ruffy wollte in einer Zusatzfrage vom Präsidenten des Ministerkomitees wissen, ob die Minister anlässlich der ausserordentlichen Sitzung vom 23. und 24. März 1990 in Lissabon auch die Budgetprobleme im Zusammenhang mit den zusätzlichen Aufgaben des Europarates diskutieren würden, was dieser bestätigte.

Auf die Frage von Nationalrätin Morf antwortete der Präsident des Ministerkomitees wie folgt: Er teile die Lagebeurteilung der Fragestellerin und danke der schweizerischen Regierung für die in Aussicht gestellte Erhöhung des Budgetbeitrages um 10 Prozent. Dies sei ein ermutigendes Signal. Er erinnerte daran, dass das Europaratsbudget für das Jahr 1990 real um 4,7 Prozent erhöht worden sei. Diese Erhöhung sei zu begrü-

sen, doch sei sie angesichts des Aufgabenzuwachses gemäss seiner persönlichen Auffassung zu bescheiden. Der grösste Teil dieser zusätzlichen Mittel käme der Zusammenarbeit zwischen dem Europarat und den Ländern Mittel- und Osteuropas, dem Menschenrechtssektor und der operationell gewordenen Antifolterkonvention zugute. Er machte darauf aufmerksam, dass Sonderbeiträge immer willkommen seien; Portugal übernehme zum Beispiel die Kosten für die ausserordentliche Ministerkomiteesitzung in Lissabon vom März 1990. Zur Frage von Nationalrat Müller betonte der Präsident des Ministerkomitees, dass die von ihm vertretene Institution der Prüfung und Beantwortung von Empfehlungen der Versammlung immer die grösste Bedeutung zugemessen habe und auch immer darum bemüht sei, den Parlamentariern konkrete Informationen zur Verfügung zu stellen. Das Ministerkomitee sei bereit, auch zu jenen Empfehlungen, die direkt an die Regierungen der Mitgliedländer gerichtet würden, künftig auf Wunsch eine Meinung abzugeben.

Auf eine Zusatzbemerkung von Nationalrat Müller, die Parlamentarische Versammlung solle im Zusammenhang mit der zukünftigen «Architektur Europas» die Rolle einer verfassungsgebenden Versammlung spielen, replizierte der Präsident des Ministerkomitees dahingehend, dass in diesem Moment keine Einzelperson und keine Organisation sich anmassen können, «Architekt» Europas zu sein. Die Versammlung könne aber einen Beitrag leisten. Es sei wichtig, dass die Parlamentarische Versammlung und das Ministerkomitee hier zusammenarbeiteten.

Im Anschluss an die Wintersession lancierte Ständerat Flückiger eine Initiative im Zusammenhang mit der Rolle des Europarates bei der künftigen Gestaltung Europas in der Form eines Entschliessungsentwurfes, dessen operationeller Teil wie folgt lautet:

«... beschliesst die Parlamentarische Versammlung, eine Sondersession vorzubereiten, an der Delegationen von Parlamentariern aus allen europäischen Ländern teilnehmen werden, die ein aus freien Wahlen hervorgegangenes Parlament haben. An dieser Sondersession sollen die Strukturen und Kompetenzen einer künftigen gesamteuropäischen Organisation festgelegt werden, welche alle Errungenschaften des Europarates umfassen soll, insbesondere die Europäische Menschenrechtskonvention und ihre Schutzorgane, wobei aber auch den neuen institutionellen Bedürfnissen ganz Europas, einschliesslich des wirtschaftlichen Bereichs, entsprochen werden soll und gleichzeitig darauf zu achten ist, dass die bestehenden oder unter kleineren Gruppen europäischer Staaten noch zu schaffenden Institutionen für Integration und wirtschaftliche Zusammenarbeit daran beteiligt sind.»

Der Entschliessungsentwurf wird anlässlich der Frühjahrs-session 1990 eingereicht werden und dann den üblichen Instanzenweg (Vorberatung in einer Kommission/Plenum) nehmen.

8. Verschiedenes

1. Kommissions- und Vortragstätigkeit der Delegationsmitglieder

Es geht vielleicht nicht immer ganz klar aus den Delegationsberichten hervor, dass die Mitglieder jeweils während des Berichtsjahres ein gerütteltes Mass an Arbeit in Form von vielen Kommissionssitzungen und Vorträgen, die sie immer wieder in der Schweiz über den Europarat und über das Thema «europäische Integration» im allgemeinen halten, zu bewältigen haben.

II. Strassburger Konferenz für die parlamentarische Demokratie

Die erste Strassburger Konferenz für die parlamentarische Demokratie fand 1983, die zweite im Jahre 1987 statt. Die Strassburger Konferenz wurde vom Europarat als eine Art Schaltstelle für Entwicklungsarbeit in Richtung parlamentarischer Demokratie gegründet. An ihr nahmen neben den Delegierten der 23 Europaratsstaaten auch australische, japanische, kanadische, neuseeländische und USA-Delegationen – anlässlich der zweiten Konferenz von 1987 auch einige demokratische «Schwellenländer» – teil. Da es neben den bisherigen, nicht einmal ganz vierzig Demokratien der Welt immer mehr demokratische «Schwellenländer» gibt, müsste die Demokra-

tiekonferenz in Strassburg so bald als möglich zur permanenten Dienstleistungsstelle ausgebaut werden, wo sich Länder auf dem Weg zur Demokratie die nötigen praktischen Informationen holen könnten. Schweizerischerseits gehörten Nationalrätin Morf und Nationalrat Sager dem leitenden Ausschuss zur Vorbereitung der dritten Strassburger Konferenz (1991) an. Als Vizepräsidentin der Parlamentarischen Versammlung hatte Nationalrätin Morf den Leitenden Ausschuss jeweils in Abwesenheit des Präsidenten zu präsidieren; sie wurde auch an die Vorbereitungssitzungen und an das Kolloquium mit den zentralamerikanischen Parlamentspräsidenten und Regierungsleuten nach San José, Costa Rica, delegiert. Als Berichterstatterin der Schlussrunde des Kolloquiums wies sie auf die Wünschbarkeit eines Zentralamerikanischen Parlamentes (analog der Parlamentarischen Versammlung des Europarates bzw. dem Anden-Parlament) hin und löste damit ein nachhaltiges, mehrheitlich positives Echo aus. Ihre Ausführungen wurden in der Internationalen Juristenzeitschrift abgedruckt.

III. Neueinrichtung und Renovation der Delegationsräume in Strassburg

Dem Amt für Bundesbauten und der von ihm beauftragten Innenarchitektin Verena Huber ist es zu danken, dass die drei Büros der Schweizer Delegation im Palais de l'Europe in Strassburg endlich so eingerichtet sind, dass sich die Schweizer Delegierten nicht mehr zu schämen brauchen, und dass sowohl mit den Möbeln als auch mit den aus dem Kunstkeller des Bundesamtes für Kultur stammenden Bildern etwas Schweizer Kultur in Strassburg gezeigt werden kann.

IV. Delegationssekretariat

Das Sekretariat unter der Leitung von Dr. Alfred Aebi hatte auch im vergangenen Europaratsjahr wieder eine Riesenarbeit zu bewältigen. Dr. Aebi hat neben dem Europaratssekretariat auch jenes der Kommissionen für auswärtige Angelegenheiten, der Wirtschafts- bzw. Aussenwirtschaftskommissionen, der Efta-Delegation und der Delegation für die Beziehungen mit dem Europäischen Parlament zu führen. Zusätzlich hat er sich in der Kommission der Parlamentarischen Versammlung für die Beziehungen zu den nationalen Parlamenten und zur Öffentlichkeit stark zu engagieren. Daneben hatte er im vergangenen Jahr einen neuen wissenschaftlichen Mitarbeiter, Herrn Louis Magnin, und Frau Anita Shiner als Nachfolgerin der langjährigen Sekretärin Christina Stüssi einzuarbeiten. Alfred Aebis reiche Erfahrung in allem, was den Europarat und dessen Arbeiten betrifft, kommt der Schweizer Delegation immer wieder zugute, auch wenn manche Mitglieder vielleicht erst nach einiger Zeit realisieren, welch riesige und verdienstvolle Arbeit Dr. Aebi jahraus, jahrein leistet. An dieser Stelle sei ihm ausdrücklich dafür gedankt.

Viel zusätzliche Arbeit verursachen dem Sekretariat immer wieder jene in der Schweiz stattfindenden Kommissionssitzungen der Parlamentarischen Versammlung. Einerseits bieten solche Sitzungen uns die Möglichkeit, europäischen Parlamentariern schweizerische Besonderheiten zu verdeutlichen, sie auf typisch schweizerische Probleme, aber auch auf schweizerische Leistungen aufmerksam zu machen und bei ihnen dafür Verständnis zu wecken – was gerade z. B. in bezug auf die anstehenden Verkehrsfragen von Bedeutung sein kann; andererseits wird das Sekretariat durch das aufwendige Organisieren solcher Sitzungen dermassen überlastet, dass gelegentlich die übrige Arbeit darunter leiden kann. Es wird deshalb eine Aufgabe der Delegation sein, hier mit dem Sekretariat zusammen bald einmal befriedigendere Lösungen zu finden.

Bundi, Berichterstatter: In den Kreisen der nationalrätlichen Kommission für auswärtige Angelegenheiten ist der Gedanke erörtert worden, das schweizerische Parlament solle einen Brief an die Parlamente der Länder des Nahen Ostens schreiben und dahingehend wirken, dass die Parlamentarier die Freilassung der beiden Schweizer Geiseln fördern sollten. Vor mehr als acht Monaten wurden die beiden Mitarbeiter des IKRK, Christen und Erriquez, im Südlibanon entführt. Alle Bemühungen der Rotkreuzzentrale in Genf und auch des EDA

haben bis heute keine Erfolge gezeitigt. Eine Kundgebung unsererseits kann geeignet sein, erneut die Aufmerksamkeit der Weltöffentlichkeit auf diesen inakzeptablen Angriff auf eine einzigartige humanitäre Organisation zu lenken und weitere Kreise zugunsten der Freilassung der Geiseln zu mobilisieren. Der Brief liegt auf Ihren Pulten auf. Er soll heute auch im Ständerat verabschiedet werden.

Wir ersuchen Sie, möglichst geschlossen diesen Brief mitzuunterstützen und dies mit Ihrer Unterschrift auf einem Beiblatt, das die Weibel Ihnen vorlegen werden, zu bekräftigen.

M. Petitpierre, rapporteur: Il s'agit seulement d'un problème de traduction afin d'être sûr que les francophones ont entendu. Une lettre a été préparée dans le cadre de la Commission des affaires étrangères et par les présidents des deux Chambres, afin d'exprimer l'appui du Parlement suisse au CICR dans ses efforts pour obtenir la libération des otages qui ont été enlevés au Liban. Nous n'avons pas d'autre formule juridique qu'une lettre des présidents co-signée par les membres des deux Chambres.

Nous vous prions, si vous êtes d'accord avec le texte, de le signer également. Elles sont à votre disposition auprès des huis-siers.

Le président: La délégation vous propose de prendre acte de son rapport.

Zustimmung – Adhésion

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

89.039

Friedliche Verwendung der Kernenergie. Abkommen mit Frankreich Utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Accord avec la France

Botschaft und Beschlussentwurf vom 24. Mai 1989 (BBI II, 705)
Message et projet d'arrêté du 24 mai 1989 (FF II, 649)

Beschluss des Ständerates vom 4. Dezember 1989
Décision du Conseil des Etats du 4 décembre 1989

Antrag der Kommission

Mehrheit

Eintreten und Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Ledergerber)

Ablehnung des Entwurfes des Bundesrates

Proposition de la commission

Majorité

Entrer en matière et adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Ledergerber)

Rejeter le projet du Conseil fédéral

Fischer-Seengen, Berichterstatter: Der Ständerat hat dieses Abkommen am 4. Dezember 1989 mit 33 zu 3 Stimmen genehmigt. Die Kommission des Nationalrates hat an ihrer Sitzung vom 25. April dieses Jahres mit 12 zu 5 Stimmen beschlossen, Ihnen ebenfalls die Genehmigung zu empfehlen. Dieses Abkommen ersetzt eine erste rudimentäre Uebereinkunft mit Frankreich von 1970. Die seitherigen intensiven Kontakte zwischen Frankreich und der Schweiz auf dem Gebiet der friedlichen Nutzung der Kernenergie haben ein neues, detaillierteres Abkommen nötig gemacht. Dieses soll eine neue

Parlamentarierdelegation beim Europarat. Bericht

Délégation parlementaire auprès du Conseil de l'Europe. Rapport

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	90.013
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	14.06.1990 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1018-1030
Page	
Pagina	
Ref. No	20 018 669

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.